

Édito

Stefano Bosi et Denis Rolland, DAS InSHS

Les SHS et les investissements d'avenir

En 2011 comme en 2010, après l'expression de certaines réticences initiales, la communauté scientifique s'est fortement mobilisée et a porté le projet des Investissements d'avenir. Nous souhaitons faire ici un point rapide sur le poids des sciences humaines et sociales dans ce dispositif important, susceptible d'influer fortement sur le devenir et la polarisation de la recherche [...]

ZOOM SUR...

Voir autrement le monde

30^e édition du Festival international Jean Rouch

Trente ans de cinéma pour voir autrement le monde, découvrir, comprendre et réfléchir sur le devenir des hommes. Créée en 1982 par Jean Rouch, cette manifestation internationale est organisée par le Comité du film ethnographique et le CNRS [...]

VALORISATION

Des outils pour cartographier le monde

Dès la plus haute Antiquité, l'homme a représenté son environnement géographique. Cette lettre vous présente deux exemples d'outils cartographiques, l'Atlas AIRE et CartoMundi [...]

OUTILS DE LA RECHERCHE

GDR Modélisation des dynamiques spatiales

Au croisement des sciences historiques et de la géographie, MoDyS a pour objet la formalisation et la modélisation de phénomènes localisés dans l'espace et dans le temps [...]

EN DIRECT DE L'ESF

Parmi les nombreux outils développés par l'*European Scientific Foundation*, les programmes collaboratifs de recherche sont une opportunité unique pour les chercheurs européens d'établir, à un niveau international, des réseaux collaboratifs [...]

LA TRIBUNE D'ADONIS

L'une des missions du Très grand équipement Adonis est d'accompagner les laboratoires dans leurs réalisations de projets numériques [...]

NOUVELLES DE L'INSTITUT

L'Institut accueille un nouveau membre [...]



VIE DES LABOS

Des archives judiciaires à leur mise en scène théâtrale

Du dépouillement des archives du Parlement de Flandre à la mise en scène de la justice de l'Ancien Régime, le Centre d'histoire judiciaire de Lille conjugue recherche d'excellence et valorisation originale auprès du grand public [...]



VIE DES RÉSEAUX

Fonder les sciences du territoire – GIS CIST

Le CIST donne rendez-vous, du 23 au 25 novembre 2011, à tout expert des territoires, des SHS aux sciences dures, de la recherche aux acteurs de la demande sociale, de France et de l'étranger, pour discuter de la possibilité de fonder une nouvelle discipline : les sciences du territoire [...]

LIVRE



Territoires impériaux. Une histoire spatiale du fait colonial, sous la dir. de H. Blais, F. Deprest et P. Singaravelou, Publications de la Sorbonne, 2011

Ce livre a pour ambition de réexaminer la relation entre

savoirs géographiques et empires à la lumière des travaux les plus récents, posant ainsi les jalons d'une histoire spatiale des empires [...]

[voir toutes les publications](#)

REVUE



Créé en 1891 par Paul Vidal de La Blache, les *Annales de géographie* accueillent, depuis plus d'un siècle, les travaux des plus grands géographes français et étrangers et témoignent des évolutions et

des découvertes de la géographie [...]

PHOTO



Quartier populaire en partie sur pilotis à Manaus, Amazonas, Brésil



Édito

Stefano Bosi et Denis Rolland
Directeurs adjoints scientifiques – INSHS

Les sciences humaines et sociales et les investissements d'avenir

En 2011 comme en 2010, après l'expression de certaines réticences initiales, la communauté scientifique s'est fortement mobilisée et a porté le projet des investissements d'avenir. Nous souhaitons faire ici un point rapide sur le poids des sciences humaines et sociales dans ce dispositif important, susceptible d'influer fortement sur le devenir et la polarisation de la recherche.

Le Grand Emprunt (GE) est destiné à financer cinq priorités d'investissements d'avenir à hauteur de 35 milliards d'euros. Parmi ces priorités, 14 milliards vont à l'enseignement supérieur et à la formation et 7,9 milliards à la recherche. Cinq programmes vont bénéficier des 21,9 milliards destinés à ces deux priorités. Parmi ces programmes, on retiendra les pôles d'excellence dont font partie les Initiatives D'EXcellence (IDEX, 7,7 milliards), les LABoratoires d'EXcellence (LABEX, 1 milliard) et les projets thématiques d'excellence dont les EQUIPements d'EXcellence (EQUIPEX, 1 milliard).

L'Agence nationale pour la recherche (ANR) est chargée de gérer 54% des fonds du GE et de sélectionner les LABEX et les EQUIPEX. Le rôle du CNRS consiste à aider la maturation des projets portés par ses équipes. Chaque Institut accompagne certains des LABEX et des EQUIPEX dont il est le principal référent, avec des lettres de soutien. L'envoi des lettres de soutien à l'ANR précède la sélection, sachant que ce soutien ne représente ni une condition nécessaire, ni une condition suffisante à la sélection.

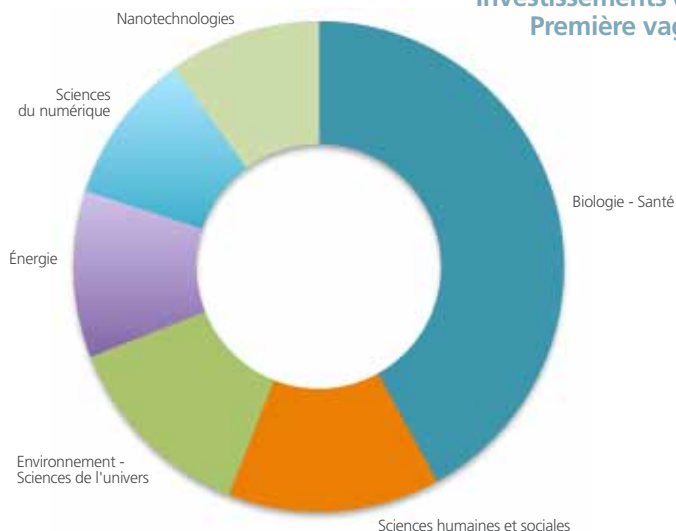
Pour la campagne IDEX 2010, 3 lauréats ont été sélectionnés par un jury international : Bordeaux, Paris PSL, Strasbourg. Des 17 universités qui avaient déposé un dossier, 7 avaient été présélectionnées en mars 2010. Pour la session LABEX 2010, 226 LABEX ont été déposés. 80 ont été soutenus par le CNRS et 100 ont été retenus par l'ANR dont un quart en SHS.

Si l'on considère la répartition par champs disciplinaires (sciences humaines et sociales, biologie-santé, sciences de l'environnement, sciences informatiques, énergie, nanotechnologies), les SHS, premières par nombre de projets (25), sont bien positionnées en montant global (2^e place, 221 312 000 €), moins favorablement positionnées en montant moyen (8 512 000 €). Les disciplines biologie-santé et les SHS totalisent à elles seules plus de la moitié des financements LABEX (hors IDEX). Par rapport aux autres disciplines, on constate enfin une plus grande diversité des montants à l'intérieur des disciplines biologie-santé et SHS avec des fourchettes respectives (3 000 000 – 30 000 000 €) et (2 000 000 – 25 000 000 €).

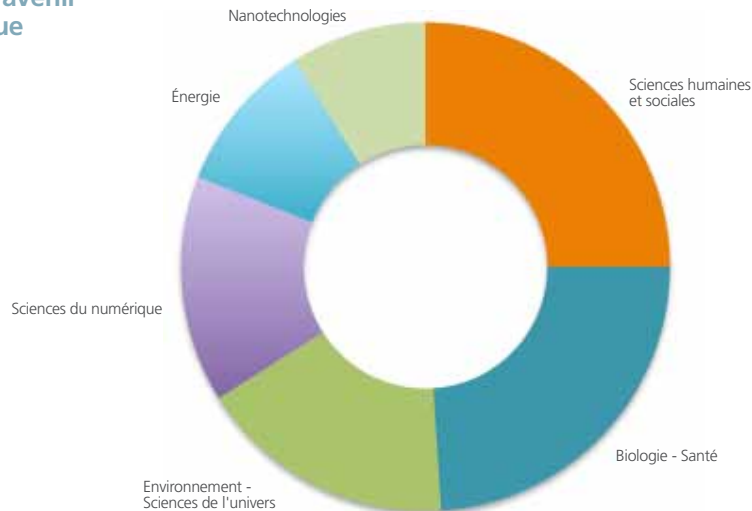
Parmi les dix Instituts du CNRS, l'InSHS est au premier rang pour les projets soumis (71), soutenus (16) et retenus (25). Cette importance s'explique par la diversité disciplinaire, la nature des disciplines au sein de l'Institut... Mais d'autres facteurs interviennent : les SHS sont ainsi plus directement concernées par les interactions et les synergies au sein d'un LABEX que par le partage d'un équipement dans un cadre EQUIPEX. En termes de ratio projets retenus / déposés (35%, 8^e rang), le taux de succès est néanmoins relativement faible, comme en termes du ratio projets soutenus / retenus (75%, 9^e rang). Comparativement, l'INS2I, l'INC et l'INSU réalisent les meilleurs scores projets retenus / déposés (100%, 92% et 91%), mais le taux de l'INS2I n'est pas significatif.

La répartition par discipline (économie, géographie, sciences politiques, histoire, sciences de l'érudition, archéologie, linguistique, sociologie, cognition, anthropologie, droit) au sein de l'InSHS mérite aussi un commentaire : l'économie est la discipline la plus soutenue et dotée (6 LABEX) ; suivent la géographie, les sciences politiques et l'histoire (3 LABEX chaque). Le droit a été la seule discipline sans LABEX en 2010.

Investissements d'avenir
Première vague



Grand Emprunt : Répartition des projets lauréats selon les domaines scientifiques



Laboratoires d'excellence
Répartition des 100 projets par disciplines

En ce qui concerne les délégations régionales CNRS, parmi les LABEX 2010 dont l'InSHS est l'institut référent (33 soutenus, 25 projets retenus), l'Ile-de-France domine sans surprise le classement, à l'image de la répartition du nombre de chercheurs CNRS entre Paris et les autres régions. Pour affiner ce résultat, il faudrait toutefois rapporter le nombre de LABEX au nombre d'habitant ou au PIB de la délégation régionale considérée. 9 délégations n'ont pas de LABEX. InSHS et le Nord et l'Est sont privés de LABEX dans le résultat de l'appel d'offre 2010.

Le bilan de la session EQUIPEX 2010 pour les SHS donne une image différente, les SHS ayant moins de besoins en équipements lourds : 52 EQUIPEX ont été retenus par l'ANR en 2010, quatre seulement en SHS (notamment des équipements de prospection et de datation en archéologie et des plateformes numériques en sciences politiques). De plus, par champs disciplinaires, les SHS arrivent assez logiquement en dernier rang, aussi bien en termes de projets retenus (4) qu'en termes de montant moyen (5 050 000 euros) ou de montant global (20 200 000 euros). Comme dans le cas des LABEX, les disciplines biologie-santé dominent en montant global (5 fois plus que les SHS) comme en nombre de contrats (15 contre 4 pour les SHS). Les EQUIPEX en sciences informatiques sont les mieux dotés (8 500 000 € en moyenne contre 5 050 000 pour les SHS) ; les fourchettes sont les plus larges dans le domaine de l'énergie (1 450 000 – 20 000 000 €), les plus étroites dans celle des sciences informatiques (5 800 000 – 10 500 000 €) ou des SHS (2 700 000 – 10 400 000 €). Si les projets d'EQUIPEX soutenus par l'InSHS couvraient assez bien le territoire national (sauf l'Est), les 4 EQUIPEX INSHS retenus en 2010 se situent tous en Île-de-France. Après une première vague d'attribution de moyens issus du Grand emprunt très bien dotée, 3,58 milliards d'euros restent à attribuer en 2011.

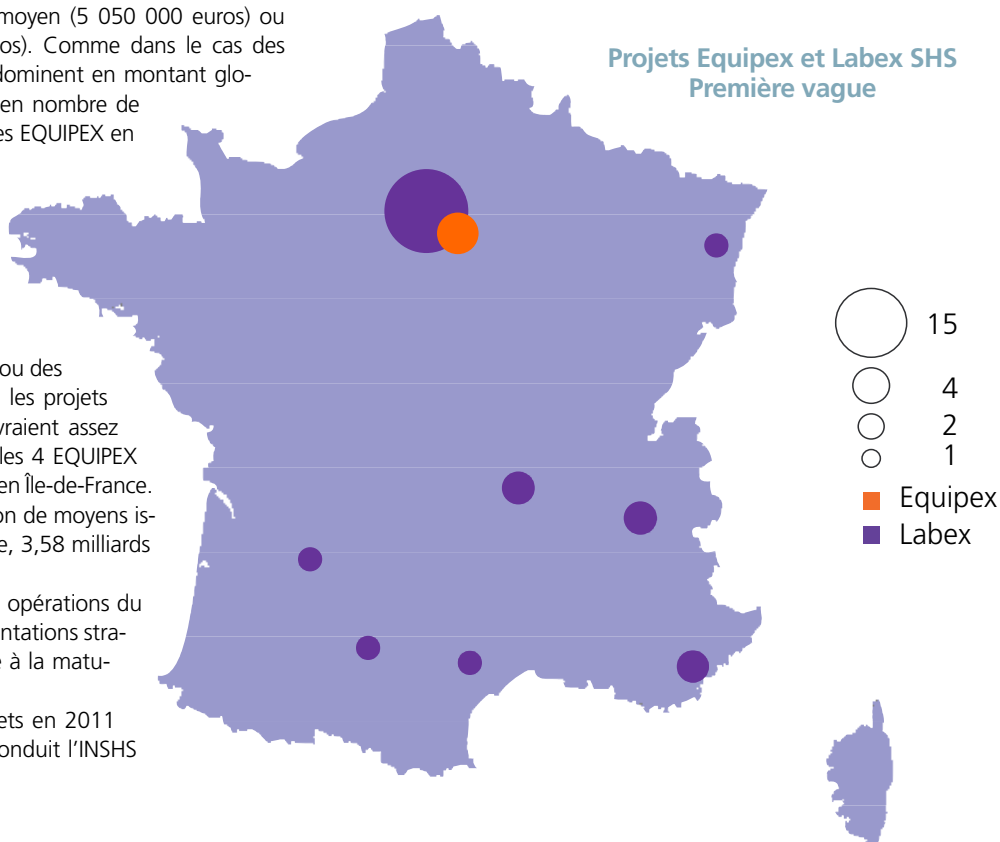
Le CNRS continue d'accompagner les opérations du Grand Emprunt qui rejoignent ses orientations stratégiques de recherches. Il a contribué à la maturation de nombre de ces projets.

L'ouverture d'un nouvel appel à projets en 2011 pour les IDEX, EQUIPEX et LABEX a conduit l'InSHS

à perfectionner les procédures de sélection des dossiers soutenus par le CNRS : pour les EQUIPEX comme les LABEX, l'InSHS a demandé cette année aux UMR que les projets en cours de rédaction lui soient adressés par anticipation. Un processus d'expertise a été mené dans des délais très contraints. Après concertation, l'InSHS a proposé à la direction du CNRS une liste de projets soutenus.

Au-delà de critères primordiaux de l'excellence scientifique et de la qualité du montage du dossier, l'InSHS s'est attaché à éviter que des doublons (par rapport aux projets présentés cette année comme par rapport aux projets approuvés l'an passé) ne conduisent à une trop nette dispersion des moyens disponibles.

Une grande majorité des projets reçus à l'InSHS a été soutenue : ainsi, 49 projets de LABEX ont été reçus, 33 de ceux-ci étant proposés au soutien du CNRS au titre d'institut principal et 8 au titre d'institut secondaire CNRS.



NOUVELLES DE L'INSTITUT

L'InSHS accueille un nouveau membre



Alain Bideau est chargé de mission à l'Institut des sciences humaines et sociales (InSHS) depuis 2011, mission centrée sur la participation des entreprises à l'effort de recherche en sciences humaines et sociales et de la valorisation. Directeur de recherche au CNRS, Alain Bideau est membre du LARHRA (UMR5190).

Délégué général du Centre Jacques Cartier, il a été professeur invité à l'Université de Montréal et à l'Université Fédérale du Parana (Brésil). Spécialiste de démographie historique, il a orienté ses travaux vers l'étude de la concentration géographique des maladies héréditaires à l'échelle régionale.

alain.bideau@cnrs-dir.fr

Des archives judiciaires à leur mise en scène théâtrale La recherche dépasse ses frontières



Grand'Chambre du Parlement de Flandre © Jean-Luc Thieffry, Archives départementales du Nord, Lille

Rendre accessibles les archives du Parlement de Flandre : un projet ANR Corpus, en partenariat avec les Archives départementales du Nord

Tout débute par le financement d'un projet du [Centre d'histoire judiciaire](#) (UMR8025 CNRS / Université Lille2) dans le cadre de l'ANR Corpus (2007-2010), « Le fonds judiciaire du Parlement de Flandre (1668-1790). Constitution d'outils adaptés à une exploitation scientifique », visant à rendre accessible les riches fonds du Parlement de Flandre. Les archives judiciaires constituent une véritable mine de renseignements dans lesquels les historiens peuvent puiser pour alimenter les recherches les plus variées mais leur accès s'avère souvent difficile, surtout pour ceux qui ne maîtrisent pas le vocabulaire juridique et qui, par ailleurs, se trouvent souvent confrontés à des documents peu voire pas classés. Cette remarque s'applique tout particulièrement aux archives du Parlement de Flandre. Cette cour, créée en 1668 par Louis XIV pour rendre la justice en dernier ressort dans les provinces conquises à la suite de la guerre de Dévolution, a d'abord siégé à Tournai avec le titre de conseil souverain, puis supérieur et, enfin, de parlement. Après la perte de Tournai, lors de la guerre de succession d'Espagne, elle déménage à Cambrai avant de se fixer définitivement à Douai, en 1714, où elle a siégé jusqu'à la Révolution sous le nom de « Parlement de Flandre ». Ce parlement présente plusieurs particularités notables : de création tardive, il a exercé ses activités pendant une période assez courte ; son ressort (champ de compétence), qui a sensiblement varié au gré des conquêtes et des défaites françaises, présente un caractère transfrontalier et surtout, cette cour a laissé des archives d'une ri-

chesse prodigieuse. Malheureusement, le classement de ces documents, progressivement rapatriés aux Archives départementales du Nord entre 1879 et 1958, est anarchique et aucun instrument de travail complet et adapté à une exploration scientifique ne permet d'aborder ce fonds. Ainsi s'explique la rareté et les limites des travaux auxquels il a donné lieu jusqu'à ce jour.

C'est pourquoi le projet Corpus du CHJ est capital pour la recherche en histoire judiciaire. Il s'inscrit dans le droit fil de la politique de constitution et de valorisation des corpus. Il vise en effet à développer, à partir du dépouillement de quelque 32 000 dossiers de procédure (ensemble des pièces d'un procès : requêtes, arguments des parties, pièces d'enquête...) du Parlement de Flandre, une banque de données destinée à permettre l'exploitation de cette source exceptionnelle.

Cette base de données, interrogeable à distance par internet, fournira à la communauté scientifique française et étrangère un instrument à la pointe du progrès et grâce aux possibilités d'interrogations croisées offertes par l'outil informatique, on pourra procéder à des recoupements entre les dossiers de procédure et les registres d'arrêts (décisions de justice) dont le Centre d'histoire judiciaire a entrepris parallèlement le dépouillement. La finalité de ce projet est de stimuler la recherche en rendant possibles des travaux de toute nature (articles, mémoires, thèses, monographies...) dans de nombreuses disciplines (histoire du droit et des institutions, histoire économique et sociale, histoire politique et religieuse, histoire locale...) ; ces travaux contribueront à une meilleure connaissance de la vie quotidienne des populations et du fonctionnement des insti-

tutions du ressort en Flandre. Cette base de données devrait aussi favoriser d'utiles comparaisons du fonctionnement de la justice dans les provinces du nord, tant avec les pratiques du royaume en général qu'avec celles des anciens Pays-Bas et, plus largement, de l'Europe occidentale car divers programmes de recherche existent déjà ou sont en cours de réalisation à partir des archives des cours souveraines de plusieurs pays européens.

Un tel travail de « bénédictin » n'aurait, à l'évidence, pu se faire sans le soutien et la précieuse collaboration des Archives départementales du Nord (ADN), qui conservent ce fonds inestimable.

Un colloque international



© François de Troy – La famille de Franqueville
Musée de la Chartreuse de Douai

Le colloque « *Les parlements, acteurs de la vie locale et provinciale aux XVII^e et XVIII^e siècles* » (17-18 novembre 2011) marque la fin du projet ANR. Il s'inscrit dans la continuité de précédentes manifestations scientifiques consacrées aux parlements.

L'objet de ce colloque sera d'analyser les rapports entre les officiers des parlements de tout le royaume et la société au sein de laquelle ils évoluent, tant à l'échelle de la ville parlementaire que de la province. L'occasion sera ainsi donnée de croiser le regard d'historiens et

d'historiens du droit sur trois aspects de ces relations : politique, social et économique – les questions religieuses devant faire l'objet d'une rencontre ultérieure. Ce colloque est organisé par le Centre d'histoire judiciaire, en partenariat avec l'Institut de recherches du Septentrion.

Une nuit aux Archives

Une action de valorisation originale : mettre en scène la justice de l'Ancien Régime

Le dépouillement effectué par le CHJ a pu nourrir des activités de médiation. À l'initiative du service d'action culturelle et éducative des ADN, le CHJ s'est ainsi associé à une opération de valorisation de la recherche absolument inédite : mettre en scène un ou plusieurs procès jugés au Parlement, de façon à faire connaître auprès d'un large public le travail scientifique de dépouillement et d'analyse entrepris par une équipe de recherche, en restituant, sous une forme artistique, la manière dont la justice était rendue à la fin de l'Ancien Régime. *Une nuit aux Archives* met donc en scène une sélection d'affaires portées au Parlement de Flandre entre 1686 et 1718 :

Archives départementales du Nord, très tard dans la soirée. Bérénice, archiviste, est troublée dans son travail par des bruits inquiétants. Après avoir alerté la police, elle découvre que l'intrus est un étudiant en histoire du droit qui s'est volontairement laissé enfermer pour passer la nuit à lire les archives du Parlement de Flandre. Bérénice et Adrien discutent à bâtons rompus de leur passion commune quand arrive le commissaire Gabineau. Pour ces trois-là, la nuit ne fait que commencer...

Bien que très éloigné des pratiques habituelles de la recherche, ce singulier travail de médiation scientifique n'aurait pu voir le jour sans la constante implication des membres du CHJ. À chaque étape de la réalisation de ce spectacle, l'équipe du CHJ était présente : aussi bien au niveau de la sélection et de la transcription des procès que du choix de la troupe (cinq troupes ont répondu à l'appel d'offre lancé par les Archives départementales) ou encore, de la relecture scientifique du scénario...

Le choix de l'art pour « dire » la science permet non seulement de s'adresser à des publics d'horizons divers, mais aussi à ces mêmes publics de se rencontrer lors des représentations : monde académique, personnels des instances judiciaires, représentants des collectivités locales et grand public.

Preuve, s'il en est, de l'intérêt de cette démarche singulière : la pièce de théâtre, qui sera jouée les 22 et 23 novembre à Lille en premier lieu, se voit déjà réclamée par d'autres lieux, d'autres collectivités, au-delà des frontières.

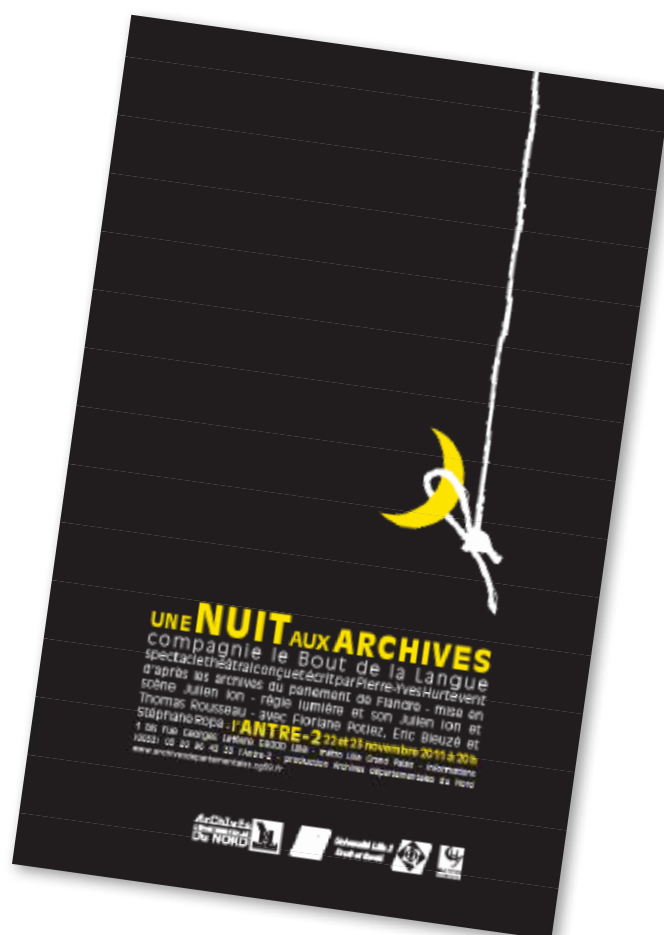
Un projet de recherche qui, en somme, fait dialoguer passé et présent, local et international et plus original encore, droit et art !

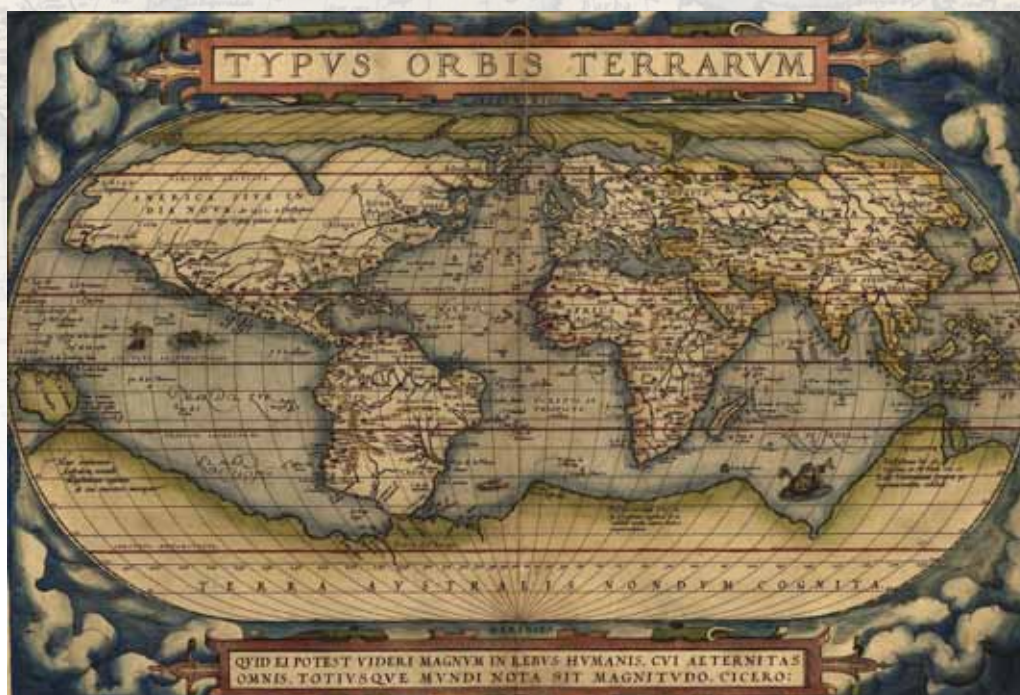
Compagnie Le Bout de la Langue

Spectacle théâtral produit par les Archives départementales du Nord, conçu et écrit par Pierre-Yves Hurtevent, à partir des archives du Parlement de Flandre dépouillées par le Centre d'histoire judiciaire.

contact&info

- Serge Dauchy, directeur CHJ
serge.dauchy@univ-lille2.fr
- Centre d'histoire judiciaire
chj-cnrs.univ-lille2.fr





Ortelius World Map
Typus Orbis Terrarum 1570
The Library of Congress

Du 23 au 25 novembre 2011, le GIS « Collège international des sciences du territoire » organise son colloque fondateur à Paris. Le CIST donne rendez-vous à tout expert des territoires, des SHS aux sciences dures, de la recherche aux acteurs de la demande sociale, de France et de l'étranger, pour discuter de la possibilité de fonder une nouvelle discipline : les sciences du territoire.

Les nouveaux enjeux territoriaux des sociétés contemporaines

Le territoire est omniprésent dans plusieurs des défis auxquels les sociétés contemporaines sont confrontées. Qu'il s'agisse du changement climatique ou de la transition énergétique, du vieillissement de la population, de l'accroissement des inégalités sociales, des rapports ville-campagne, des questions migratoires et identitaires ou encore des nouvelles relations Nord-Sud, la dimension territoriale est souvent importante voire déterminante. Fortement liés à la demande sociale et aux pratiques professionnelles, ces enjeux placent le territoire à l'intersection des sciences sociales, des sciences de la nature, des sciences de la santé et des sciences de l'ingénieur.

Ce constat est-il suffisant pour justifier la mise en place d'un nouveau champ scientifique : les « sciences du territoire » ?

Le GIS CIST et ses missions : fonder une nouvelle discipline

Le CNRS et les universités Panthéon Sorbonne et Paris Diderot ont décidé de réunir leurs efforts scientifiques pour répondre à ces nouveaux enjeux territoriaux. En 2010, un Groupement d'intérêt scientifique (GIS) a été constitué par ces trois partenaires fondateurs et par des partenaires institutionnels attestant l'importance de la dimension appliquée de la recherche sur le territoire : la Datar, l'IAU-IdF et l'ADEME, rejoints par l'INED.

Le GIS « Collège international des sciences du territoire » a pour objectif de fédérer les unités de recherche dédiées au territoire en région parisienne et au niveau national, de renforcer leurs syner-

gies, de développer l'interface recherche-formation et surtout, de contribuer à formaliser et organiser le champ interdisciplinaire des sciences du territoire à une échelle française et internationale, notamment européenne.

Le GIS concerne plus de 250 enseignants-chercheurs et chercheurs, 80 IT et IATOS, plus de 300 doctorants et regroupe 15 équipes de recherche ou programmes transversaux : les UMR Développement et sociétés ; Géographie-cités ; Ladyss ; LGP et Prodig ; les unités de recherche Identités et territoires des populations et Mobilité, logement et entourage de l'INED et de l'URMIS ; les EA CRIDUP ; EIREST ; ICT et SEDET ; le GDRE S4 ; le PPF Pôle Image et l'UMS RIATE.

En outre, en décembre, le comité de direction du GIS évaluera les demandes d'adhésion d'autres laboratoires hors Ile-de-France : les UMR IDEES et Migrinter, ainsi que les équipes MESCAL et MAGMA du Laboratoire d'informatique géographique.

Les axes de recherche du CIST : l'interdisciplinarité mise en avant

L'interdisciplinarité est un aspect fondamental du champ de recherche désigné sous l'appellation de « sciences du territoire ». Les disciplines et champs constitués par une référence à l'espace (géographie et géopolitique, environnement, aménagement, urbanisme et architecture, histoire urbaine et sociologie urbaine, économie urbaine et régionale, sciences et pratiques du développement...) apportent une contribution essentielle à la compréhension des territoires. Mais le champ des sciences du territoire dépasse les sciences humaines et sociales pour s'intéresser également aux sciences de

la nature (hydrologie, géologie...), aux sciences de la vie (biologie, agronomie, santé...) et aux sciences de l'ingénieur (géomatique, modélisation, systèmes complexes).

Les activités scientifiques du CIST sont organisées autour de sept axes de recherche qui réunissent chercheurs et ingénieurs de plusieurs équipes, relevant de différentes disciplines. Les réflexions menées au sein de ces axes, systématiquement articulées selon le triptyque « théorie des sciences du territoire / information territoriale / demande sociale », entendent aboutir à la définition de ce nouveau champ disciplinaire.

Les axes du CIST sont les suivants :

► **L'information territoriale.** Cet axe porte sur la capacité des bases de données territoriales à tenir compte des interactions entre les échelles globale, régionale, locale et micro-locale ; sur l'intégration des données appartenant à des champs différents ; sur les implications de l'intégration temporelle des données pour l'analyse prospective ; sur l'interopérabilité des informations.

► **Mobilités, identités et territoires.** Cet axe traite de l'articulation entre territoires et identités dans un contexte de mobilité croissante et de complexification des parcours individuels. Il s'intéresse à l'articulation des différentes temporalités de la mobilité à leurs inscriptions spatiales.

► **Conflits, compromis et gouvernance territoriale.** Les nouveaux enjeux de la gouvernance peuvent être mieux compris en les testant sur des territoires, dont certains se révèlent particulièrement éclairants : territoires transfrontaliers, biens communs, grandes régions plurinationales.

► **Risques et territoires.** La demande sociale est croissante sur le thème des risques : importance des outils pour informer les acteurs de terrain des enjeux, multiplication des études de prévention mais absence fréquente de préparation des autorités publiques. La nécessité d'analyser l'ensemble de la chaîne du risque demande un décloisonnement entre disciplines, entre recherche et demande sociale et entre les différentes composantes que l'approche territoriale permet d'intégrer.

► **Biodiversité et territoires.** La dimension spatiale des interactions entre les sociétés et la biodiversité au sein de territoires et de paysages est un bon poste d'observation de la co-évolution des systèmes sociaux et de la biodiversité : quels sont les effets des changements de la biodiversité sur les sociétés ? Quels sont les effets d'éventuels réarrangements spatiaux d'espèces, de populations ou de gènes sur ces territoires ?

► **Agricultures, territoires et développement durable.** L'agriculture, considérée il y a peu encore comme un secteur du passé, est devenue un domaine d'enjeux transversaux de première importance : concurrence croissante pour l'accès aux ressources agro-alimentaires, protection sanitaire des consommateurs, préservation des ressources naturelles... Cette transversalité a une dimension territoriale essentielle.

► **Territoires et santé.** Telle que l'OMS la définit, la santé est une notion particulièrement transversale impliquant la satisfaction des besoins fondamentaux de la personne. Les territoires jouent un rôle important pour caractériser et comprendre le niveau sanitaire d'une population, pour analyser et mettre en œuvre les systèmes de soin.

Le colloque international : les sciences du territoire en France et à l'étranger

Le colloque international des 23-25 novembre 2011 (ENSCP) a pour ambition de fonder ce champ interdisciplinaire en France, en l'inscrivant dans les réseaux de recherche internationaux. Le colloque mobilisera des exemples étrangers analogues, ainsi le « Center for

spatially integrated social science » de l'université de Santa Barbara en Californie ou encore les « sciences du territoire » que les universités du Québec sont en train de formaliser. Les expériences italienne et allemande seront également sollicitées.

Durant les trois jours du colloque, une soixantaine de communications prendront place, en sessions plénières ou parallèles.

Succès grandissant des questions territoriales, du rôle du territoire comme révélateur de la complexité contemporaine, comme vecteur de la rencontre avec la demande sociale et ressource pour l'action collective : les disciplines scientifiques concernées par le colloque seront nombreuses.

La rencontre entre les disciplines prendra des formes différentes selon que les sciences du territoire sont envisagées :

► comme un savoir scientifique. Les sciences du territoire se définissent alors comme une méthodologie que l'on confronte pour comprendre la dimension territoriale d'objets propres à plusieurs disciplines scientifiques. Il faudra plutôt parler des sciences du territoire ;

► ou comme une discipline scientifique émergente dont il faudra définir les concepts, les lois et les méthodes d'analyse.

L'objet du colloque est de tenter d'apporter des réponses à cette alternative.



Surpopulation, pollution, tourisme, poubelles, 2010
© Michel Royon / Wikimedia Commons

Outre les questions d'ordre théorique, le colloque aura à cœur de maintenir un lien fort avec l'actualité. Une session parallèle sera en effet dédiée aux révolutions arabes : « Thaurah : révolte ou révolution dans le monde arabe » le 23 novembre après-midi.

La question de la « transition » post-révolution sera posée d'un point de vue politique, démographique, économique, sociologique et territorial.

Le programme complet du colloque est disponible sur le site web www.colloque.gis-cist.fr

Le GIS Collège international des sciences du territoire

contact&info

► Marta Severo
GIS CIST

marta.severo@gis-cist.fr

► Pour en savoir plus
www.gis-cist.fr

Voir autrement le monde 30^e édition du Festival international Jean Rouch



Jean Rouch devant la Cinémathèque française
lors du Bilan du film ethnographique, 1999 ©CFE

En mars 1982 se déroulait, à Paris au musée de l'Homme, le premier Bilan du film ethnographique. Depuis, plus de mille trois cents films, autant de regards inédits, venus du monde entier ont été projetés, reflet de l'évolution sociale et culturelle des sociétés humaines et de la richesse de leur diversité. Créée par le cinéaste ethnographe Jean Rouch, cette manifestation internationale, entre culture et science, est organisée par le Comité du film ethnographique et le CNRS.

La 30^e édition du festival international Jean Rouch se déroulera en Ile-de-France et en province, du 5 au 27 novembre 2011.

Image, vous avez dit ?

Dans un monde saturé d'images, comment retrouver la force incomparable de l'image pour en faire à la fois un moyen de connaissance, d'explicitation et un outil d'expression ? C'est bien là la mission du Comité du film ethnographique (CFE), du Bilan du film ethnographique et, maintenant, du [Festival international Jean Rouch](#). Jean Rouch a su convaincre le CNRS de devenir le meilleur partenaire du développement du cinéma ethnographique en France et a pu offrir un autre regard sur les sociétés dans leur bouillonnement le plus contemporain, accordant une vraie place à toutes les singularités qui les rythment. Deux mouvements vont alors s'entrelacer à partir de la date de création du Comité du film en 1953, celui de Jean Rouch, avec Enrico Fulchignoni, Marcel Griaule, André Leroi-Gourhan, Henry Langlois et Claude Lévi-Strauss, d'une part, partant des prises d'images et de sons, des expérimentations audiovisuelles sur les terrains les plus divers pour aboutir à la naissance d'une vraie

production cinématographique fortement stimulée par le travail créatif de Jean Rouch et, d'autre part, à partir de 1982, celui du Bilan, l'ouverture d'un lieu de débat international où vont se rencontrer des chercheurs et des cinéastes, chacun se nourrissant du travail de l'autre autour des mêmes interrogations : l'intime et la bonne distance vis-à-vis de celui ou de celle qui est filmé(e), qui autorise ou non un dialogue, la parole accordée, consentie et sa restitution, l'alliance de l'image documentaire et des images d'archives, l'encombrement des outils et la fluidité du regard, la fabrication des images comme processus d'observation expérimental, la part de l'autre dans « son » image, la profilémie et le témoignage, le style, le format des œuvres et la pression des « marchés », le public qui regarde nos films... Pour le dire autrement, j'ajouterais cet extrait, parmi tous les mots vagabonds de Jean Rouch :

Aujourd'hui, dans ce monde en morceaux, ce Bilan jouerait le rôle d'un "ramasse-miettes" d'images que nous nous devons de conserver plutôt que de les jeter aux souris : pas de grands éclats, pas de

philosophie, mais des short stories éphémères d'allure qui, d'année en année, deviendront les images les plus sincères de nos sociétés en débâcle. [...] Enfin, transparaissent des thèmes à rêver : l'abolition des frontières, les sociétés sans État, les passe-temps du pouvoir, mais, aussi l'impuissance à prévoir le lendemain.

Le Bilan du film ethnographique – 30 ans d'histoire

Durant ces trente années de Bilan, de nombreuses relations vont être établies et développées avec les départements d'anthropologie audiovisuelle des universités européennes, américaines, australiennes, russes, chinoises et dans le même temps avec des festivals de cinéma ethnographique à travers le monde entier. Il serait trop long d'énumérer ici tous ces échanges qui ont abouti à deux grands colloques internationaux (2006 et 2009) soutenu par le CNRS et organisés à l'initiative du Comité du film ethnographique. Ces colloques avaient pour but d'approfondir et de valoriser la réflexion sur l'utilisation de l'image dans la recherche anthropologique et plus largement dans les sciences sociales en général. À cet égard, nous savons bien que l'image introduit d'emblée la question de « l'objet » et de l'interdisciplinarité dans les sciences sociales.

L'édition 2011 du Festival international Jean Rouch se déroulera tout au long du mois de novembre, du 5 au 27. Il sera inauguré par les cinq Master Classes à la BnF puis se poursuivra à la Maison des cultures du Monde pour la Compétition internationale et la rétrospective 30 Ans 30 Films. Avec les quatre prix « classiques », le palmarès de la Compétition internationale s'enrichit cette année d'un nouveau prix, « Anthropologie et Développement durable », doté par SITA-SUEZ environnement. L'événement de 2011 prend place à la charnière d'une histoire et d'un avenir, d'une histoire qui engendre un avenir. Une histoire récapitulée sur trente ans à travers un si beau témoignage, le choix opéré par Françoise Foucault (CFE) de vingt-neuf films parmi ceux sélectionnés et primés dans le cadre des trente ans du Bilan du film ethnographique. Choix étroitement associé aux cinq Master Classes consacrés à des cinéastes présents dès le début de cette aventure et organisé en partenariat étroit avec le service audiovisuel de la BnF. Enfin, une rétrospective réfléchie de films ethnographiques du CNRS proposée par Marc-Henri Piault. Cette manifestation est l'occasion de prendre la mesure de l'apport particulier du cinéma ethnographique, initié dans les laboratoires et révélant la grande variété des terrains et la richesse originale des programmes audiovisuels. Cinéma qui a pu se développer grâce à l'appui du CNRS Audiovisuel qui assurait tant les conseils techniques que les éléments indispensables de la postproduction. Nous sommes vraiment heureux que la soirée de clôture de la manifestation puisse se dérouler à la SCAM autour d'un événement inédit. Et, pour finir, le Muséum national d'Histoire naturelle, qui héberge le CFE, assurera une présentation des films primés. Rappelons, outre le CNRS, l'indispensable soutien de nos partenaires, présents pour chacune de nos manifestations : la Bibliothèque nationale de France, le ministère de la Culture et de la Communication, la DRAC Île-de-France, l'IRD, la SCAM, la Société française d'Ethnomusicologie et les Éditions Montparnasse.

Le film ethnographique – Regards sur le monde

La rétrospective des 30 Ans 30 Films devrait permettre de comprendre de quelle manière, à travers des styles et des interrogations différentes, le documentaire a su progressivement s'imposer comme un moment clef du débat sur le mouvement des sociétés contemporaines à travers le monde, donnant enfin la parole à ceux qui témoignent de leurs combats ou simplement de leur histoire, souvent inconnus ou ignorés. Des moments si justes où l'on passe d'un pays à un autre, d'une histoire à une autre, des rituels de possession ou du « faiseur de pluie » aux ouvrières d'une conserverie, sans rupture

aucune parce que le dialogue n'est jamais péremptoire, définitif, parce qu'il est l'approche d'un destin toujours apporté par la vie elle-même. Et l'apparente étrangeté des choses s'estompe alors bien loin des jeux de cirque sur les « autres cultures » auxquels nous convient parfois les émissions de télévision.

Un cinéma documentaire qui s'est forgé au long de cette période, s'affranchissant d'un héritage naturaliste et d'une vision catégorique et saturée de sens pour accorder une place de plus en plus grande à l'interrogation, à l'invention passionnée des avenir, à l'énigme, dans le simple mouvement du quotidien, de soi et des autres, de soi face aux autres. Son rôle stratégique dans la compréhension de la modernité, de l'altérité et de l'interaction dynamique des cultures va prendre appui sur deux pôles essentiels, l'écoute de la parole associée à tous les sentiments qui l'accompagnent et la recherche constante d'un alliage le plus subtil possible entre les savoirs et des histoires pour la construction d'un réel dans le cinéma, fruit de nos recherches et de nos convictions.

Gageons que les cinq Master Classes soient comme une manière d'écran sur toute cette époque. Le coffret réalisé par les Éditions Montparnasse et par le CFE à partir de la sélection des 30 Ans 30 Films, constitue désormais un moment incontournable de l'histoire de ce cinéma qui nous porte et que nous ne cesserons d'encourager. Ce sont vingt-cinq des films primés qui ont été réunis dans ce coffret avec la complicité de Françoise Foucault directrice depuis trente ans du festival. Avec en complément un film inédit de Jean Rouch, *Les Fils de l'eau* (1953), récit de ses premières expéditions de cinéaste et d'ethnologue dans la boucle du fleuve Niger.

Puis, en regard, la création cette année des rencontres *Narrativités singulières*, initiées en collaboration avec le Cube à Issy-les-Moulineaux par Nadine Wanono du CNRS, qui consacre ses recherches à l'importance des nouvelles écritures numériques pour l'évolution du discours scientifique en sciences sociales : *...un regard différent sur le réel né de la spécificité des technologies numériques qui articulent sans discrimination des registres aussi distincts que l'histoire et la mémoire, l'individuel et le collectif, le texte et le contexte.*

Ces rencontres sont une première tentative pour dégager un champ d'expression ouvert aux explorations et aux expérimentations qui se développent très largement aujourd'hui et qui bénéficieront de tout le savoir faire et de la créativité des recherches dans le domaine de l'art numérique qui font la réputation du Cube. Chacune des manifestations forme les moments d'une même vision de l'avenir que nous entrevoyons pour notre entreprise et qui veut prendre en compte toute l'importance du développement des outils vidéographiques, informatiques et multimédia, l'évolution des moyens de production et de post production et les nouveaux modes de diffusion pour l'évolution du cinéma documentaire en général.

Nos vœux sont de promouvoir un débat fructueux entre des perspectives formelles différentes où l'approche des champs du sensible et de l'esthétique est un élément moteur pour la construction de nouvelles intelligibilités.

Et d'en mener un second avec les réalisateurs, les chercheurs et le public tout au long de nos manifestations sur l'évolution sociale et culturelle des sociétés humaines et sur la richesse de leur diversité.

Jacques Lombard

Président du Comité du film ethnographique
et le **Comité d'organisation** du CFE

Entretien avec Barbara Glowczewski (LAS, Laboratoire d'anthropologie sociale) & Françoise Foucault (Comité du film ethnographique)

À l'occasion de la 30^e édition du Festival international Jean Rouch, la rédaction a rencontré Barbara Glowczewski, directrice de recherche au CNRS (Laboratoire d'anthropologie sociale), auteure d'hypermedia et Françoise Foucault, CFE (Comité du film ethnographique) responsable du Bilan du film ethnographique depuis sa création par Jean Rouch en 1982.

Qu'entend-on par « cinéma ethnographique » ?

► **Françoise Foucault** : Si je devais tenter de dire ce qu'est un film ethnographique ou un film documentaire, c'est le fait justement qu'il soit « documenté », que le réalisateur passe un certain temps sur le terrain, qu'il entretienne des relations avec les personnes filmées et qu'une restitution du film ait lieu auprès des populations – ce que Jean Rouch appelait un *feedback* ou « anthropologie partagée ». La grande différence entre le film ethnographique et le reportage réside dans cet échange, ce partage, ce droit de réponse, ce dialogue.

► **Barbara Glowczewski** : Aujourd'hui, l'anthropologie « visuelle » rassemble un ensemble de formes d'expression, allant de l'exposition aux banques de données, du théâtre aux installations hypermedia, ou encore la participation d'ethnologues à des films de fiction ou d'animation... Toutes ces formes sont légitimes si elles sont bien faites. La contrainte incontournable est l'accès aux images des populations avec lesquelles on travaille, qu'elles soient au loin ou ici, en ville. Il faut prendre au sérieux leur revendication à contrôler leur image et à changer les représentations, surtout lorsqu'elles sont discriminantes. L'utilisation de l'image questionne également autre chose, oblige à s'interroger en amont : Que cadrer ? Comment se positionner ? Qu'enregistrer ? Pour qui ? Ce sont de vraies interrogations scientifiques mais également une question de protocole éthique vis-à-vis des populations.

En quoi la restitution est-elle si importante ?

► **BG** : L'acte de montrer et de partager les images et les points de vue avec les populations concernées – ce que l'on nomme « anthropologie partagée », à laquelle Rouch a beaucoup contribué – est fondamental. Nous pouvons citer l'exemple de Jessica De Lary* Healy, dont les recherches portent sur la région de Terre d'Arnhem dans le nord australien. Elle travaille avec les populations Yolngu, notamment à Galiwin'ku, qui sont engagées dans la restitution par les musées des images de leurs anciens – photographies de la vie des années 40 par des anthropologues comme Donald Thomson ou celles d'œuvres peintes sur écorces dont la collection Karel Kupka (artiste et ancien chercheur du CNRS) répartie entre les musées de Canberra, Bâle et Paris. Cette volonté de réappropriation a eu comme conséquence de relancer certains rituels (à côté des rituels qui continuent à être pratiqués au sein de cette communauté, le nouveau rapport instauré aux images a motivé le renouveau de cérémonies anciennes). Les Aborigènes de cette région ou d'autres ne réclament pas nécessairement la restitution des objets eux-mêmes

mais leur restitution « virtuelle », numérique ; ce qu'ils appellent une « banque de savoirs ». Des collaborations avec des musées ont ainsi été mises en place : en échange des images, les descendants concernés par leur contenu sont invités à les documenter, certains offrent même des récits et des chants qui accompagnent ces œuvres peintes – ce qui enrichit les collections des musées.

► **FF** : À propos de cette idée d'échange et de restitution, Jean Rouch aimait raconter cette histoire à propos de son film, *Bataille sur le grand fleuve* (1951). De retour à Paris, il monta le film, fit

un commentaire et ajouta une musique nigérienne, puis retourna à Niamey montrer le film terminé. En voyant le film, ses amis lui dirent : « Jean, tu es stupide, si les hippopotames entendent la musique, ils vont s'enfuir... ». Depuis, Rouch n'a plus mis de musique additionnelle à ses films. Ainsi, en leur montrant les images, les gens peuvent rectifier les erreurs d'appréciation, de jugement.

► **BG** : Il faut effectivement être très prudent avec les images, tenir compte de leur histoire, de leur contexte.

Autre exemple, à propos du film de Werner Herzog, *Au*

pays où rêvent les fourmis vertes (1984), où il a fait tourner dans le désert une population de Terre d'Arnhem. Or, ce ne sont pas les mêmes Aborigènes, ils ne parlent pas la même langue, dansent très différemment et se reconnaissent à leurs allures respectives. Pour les Aborigènes concernés des deux régions, le manque d'adéquation entre le désert et la représentation donnée de ses habitants traditionnels est comique alors que ce décalage échappe au spectateur qui ne discrimine pas de telles différences culturelles.

Il faut préciser que désormais, avec la généralisation de l'image et de l'accès à internet, les populations ne se laissent plus filmer comme auparavant, leur conscience de l'image s'est développée. Cela donne donc lieu à des négociations. Les personnes filmées veulent également voir le montage. Ainsi, avec le film, *L'Esprit de l'ancre* (2002) que nous avons réalisé avec Jowandi Wayne Barker. Au moment du montage, des choses non prévues lors du terrain ont été testées. Le retour auprès de la population était alors essentiel pour en valider la justesse et une copie du premier montage leur a été envoyée. Nous avions également besoin d'eux à un autre niveau car, dans le film, des propos étaient tenus dans une des langues des Yolngu, différente du Warlpiri du désert que je comprends : il fallait les traduire. La question de la restitution nous apprend donc beaucoup de choses. Cela fait partie du processus de la (re)connaissance de la culture. C'est une vraie collaboration. De même, pour internet qui n'est pas simplement une banque de données, d'archives. Tra-



Lajamanu, Australie, juillet 2001 : jeunes et anciens warlpiri documentent sur le site ODSAS leurs archives audiovisuelles (1979-1984) restituées par B. Glowczewski (Unesco 2000) © B. Glowczewski

vailler avec le multimédia, intégrer des hyperliens, constitue une véritable écriture et une vraie recherche pour la discipline elle-même.

Qu'apportent les nouvelles technologies au film ethnographique ?

► **FF** : Elles permettent de nouvelles manières de s'exprimer, qui sortent d'une narrativité purement linéaire, plus traditionnelle. Les ethnologues travaillent actuellement beaucoup plus sur l'image, le son, le non-vu, le non-dit, la dissociation du son et de l'image – le son acquiert sa propre autonomie par rapport à l'image – tout en les faisant dialoguer au sein d'un même film. Tout comme les Aborigènes ont besoin de nouveaux rituels, nous avons besoin d'un renouvellement dans la manière de nous exprimer. Parmi les nombreux films reçus et visionnés, le CFE essaie de sélectionner des films plus originaux, différents, notamment dans la forme, dans la recherche visuelle sans pour cela abstraire le contexte ethnologique. C'est pour cela que nous avons créé pour cette 30^e édition

les rencontres *Narrativités singulières*, qui se dérouleront du 14 au 15 novembre, au Cube (Centre de création numérique) à Issy-les-Moulineaux. Cette manifestation vise à encourager et à soutenir de nouvelles formes de narrativité, afin de sortir du trajet linéaire du film et de voir ce qu'il est possible de faire avec les nouvelles technologies.

► **BG** : Ces Narrativités singulières flirtent avec la fiction, mêlent poésie et témoignages ; d'ailleurs nous travaillons avec de nombreux artistes, ce qui invite à toutes formes expérimentales. Certaines se fondent sur une histoire du cinéma – le cinéma expérimental existe depuis la création du cinéma. Maya Deren, par exemple, anthropologue et cinéaste, faisait des films expérimentaux. Elle filmait les populations à Haïti et appartenait à la mouvance des surréalistes, pour lesquels le film était conçu davantage comme une réflexion picturale, musicale, rythmique que comme narrativité. La disnarrativité était également la démarche de la *Paris Film Coop* dans le cadre de laquelle j'ai diffusé des films 16 mm réalisés image par image en 1976-1977 avant de partir sur le terrain australien. Aujourd'hui, la réflexion sur le cinéma expérimental est double : raconter une histoire sans exclure le travail esthétique sur le rythme et l'image. Au niveau de la restitution, grâce aux nouvelles technologies, le dispositif peut être multiple : le film ne se présente plus tout seul, il peut être projeté sur plusieurs écrans mais aussi en lien avec des éléments, des supports complémentaires.

Autre usage des nouvelles technologies en anthropologie : le fait de pouvoir annoter collectivement, des images ou des textes numérisés sur des serveurs en accès plus ou moins publics – ces outils se développent actuellement de manière expérimentale sur le web. Je viens de tester une application en Australie par exemple. J'ai mis 90 heures de son, 3 heures de film, des centaines de photos de mon fonds d'archives warlpiri des années 1980 sur une base de données accessible en ligne, créée par le CREDO de Marseille (*ODSAS*) : la réception a été enthousiaste et les collaborations multiples. Un site comme ODSAS, en logiciel libre, est un site à multicouches, où chaque personne disposant d'un mot de passe signe son com-

mentaire. C'est un appel au travail de collaboration collective par delà les frontières géographiques et disciplinaires : l'anthropologue commente ses données et les met en lien (les carnets de terrain, qui correspondent aux enregistrements, peuvent être scannés et les pages transcrites à la main sur le terrain peuvent alors être reliés aux

sons ou aux images). Le linguiste peut affiner les transcriptions et traductions, l'ethnomusicologue analyser les chants. Les différentes générations de la population concernée peuvent faire leurs propres commentaires dans leur langue ou une autre. Les différentes couches s'enrichissent comme archive patrimoniale vivante tant pour ce peuple que pour les chercheurs. On peut créer autant de liens que l'on veut et ajouter de nouvelles données comme les petits clips que je viens de mettre en ligne pour montrer l'utilisation de la base par les Warlpiri de Lajamanu.

À qui s'adressent les films ethnographiques ?

► **FF** : Au Bilan du film ethnographique, la majorité des spectateurs ne vient pas du monde académique. Cela veut dire qu'il

y a un autre public qui apprécie ce genre de cinéma. Une année, nous avons conçu une manifestation, « Regards comparés », sur les Bushmen du Kalahari – il s'agissait de projeter durant une semaine les images faites sur les Bushmen, aussi bien tournées par des scientifiques, des ethnologues, des cinéastes ou de simples des voyageurs, des origines du cinéma à nos jours. Le 1^{er} matin, étaient programmés des films d'archives, des films de la Smithsonian, des archives Pathé, etc. La projection ayant lieu un dimanche matin, nous redoutions une faible participation. Or, la salle du CNRS fut pleine !

► **BG** : S'il y a autant de monde, c'est parce que les films et les projets montrés ont été réfléchis, aussi bien sur la forme que sur le contenu. Il y a une mode actuelle à vouloir tout numériser, comme si les archives parlaient d'elles-mêmes. Or, il faut faire parler les archives, projeter un savoir dessus, « l'archive en soi », neutre, n'existe pas. Un accompagnement d'interprétation est nécessaire et c'est précisément notre métier, à nous chercheurs. Aujourd'hui, la numérisation qui consisterait à faire l'équivalent en numérique de l'ancien système de cassettes rangées dans des tiroirs n'est ni plus visible ni plus compréhensible. De telles archives n'ont de sens qu'interprétées, donc annotées, mises en lien, etc. Comme dans toutes les disciplines, les arts, la danse, le théâtre, le cinéma, la muséologie, on réfléchit au regard de l'histoire des disciplines comment mieux restituer, à la fois être fidèle à ce que l'on veut faire passer et aussi toucher le plus grand public. La question se pose donc de savoir quelles sont les meilleures formes pour toucher les gens. Et là, il y a beaucoup d'inventivité !

Propos recueillis par Sandrine Clérissé et Nuno Marcelino, INSHS

JEAN ROUCH

Jean Rouch (1917-2004), ingénieur des Ponts et Chaussées, découvre l'ethnographie au Niger. Lors d'un second séjour en Afrique, il entreprend la descente du fleuve Niger, et s'intéresse aux Songhay, dont il devient le spécialiste incontestable. Puis, vient sa passion pour le cinéma qui lui apporte une nouvelle méthode d'étude. Influencé par le Surréalisme, les travaux de Marcel Griaule en pays Dogon et séduit par les règles essentielles de l'inspiration et de l'intuition, il capte, filme l'évolution du continent africain et de la société française. Son écriture cinématographique influencera la génération des cinéastes de la Nouvelle Vague.

En 1960, il qualifie sa manière de filmer de « **cinéma direct** » en suivant l'exemple de ses maîtres Robert Flaherty et Dziga Vertov, et plus tard de « **transe créatrice** ». Son œuvre, plusieurs fois récompensée à Venise, Cannes et Berlin, se compose de documentaires ethnographiques (*Maîtres fous* ; *Signé synthèse*), sociologiques (*Chronique d'un été*) et de fictions (*Moi, un Noir* ; *Cocorico Monsieur Poulet*). Jean Rouch fut directeur de la Cinémathèque française. Il était directeur de recherche honoraire au CNRS.

En 1953, il crée avec Enrico Fulchignoni, Marcel Griaule, André Leroi-Gourhan, Henry Langlois et Claude Lévi-Strauss, le Comité du film ethnographique, au Musée de l'Homme à Paris, dont il fut le secrétaire général.

contact&info

► Barbara Glowczewski
b.glowczewski@college-de-france.fr
► Françoise Foucault
cfe@mnhn.fr

ZOOM SUR...

Panorama historique du Comité du film ethnographique et du Festival international Jean Rouch

La création du CFE est intimement liée aux initiatives prises à la fin des années quarante par André Leroi-Gourhan au profit du développement du cinéma ethnographique en France et dans le monde à la suite des programmations cinématographiques initiées, dès 1937, par l'équipe du nouveau musée de l'Homme, dirigée par Paul Rivet et Georges-Henri Rivière. En 1948, est organisé, dans la salle de cinéma du musée, le premier congrès du film ethnographique. Et à cette occasion, André Leroi-Gourhan posait la question de l'existence de celui-ci. Il ne pouvait que répondre : « Il existe, puisque nous le projetons. »

Quelques années après, en 1952, se tenait à Vienne en Autriche le premier congrès du Comité international du film ethnographique et sociologique, à l'initiative de l'UNESCO, qui eut pour prolongement la création à Paris du Comité du film ethnographique lors de la réunion fondatrice organisée le 23 décembre dans la salle de cinéma du musée de l'Homme. À cette occasion étaient présents : Marc Allégret, Roger Caillois, Germaine Dieterlen, René Clément, Hubert Deschamps, Marcel Griaule, Pierre Ichac, Henri Langlois, Jean-Paul Lebeuf, André Leroi-Gourhan, Claude Lévi-Strauss, Edgar Morin, Léon Pâles, Alain Resnais, Georges-Henri Rivière, Georges Rouquier et Jean Rouch. Ils considéraient qu'il était temps de rassembler, au sein d'une association, des anthropologues et des cinéastes du monde entier afin de partager leurs expériences au moment où l'anthropologie s'interrogeait sur les aspects scientifiques de sa démarche et où le cinéma, compromis depuis la fin du muet par les impératifs de la production et de la distribution, se libérait enfin grâce au développement des techniques nouvelles. La présidence du Comité fut confiée à Henri Vallois (directeur du musée de 1950 à 1960). Dès le début, les activités de l'association sont soutenues par le CNRS tant pour la production de films que pour l'organisation de manifestations.

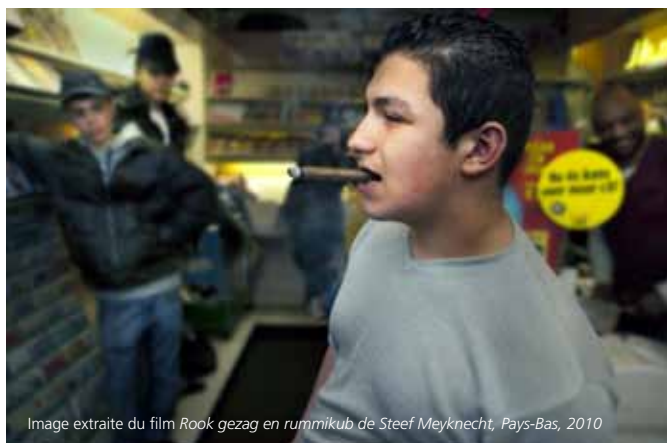


Image extraite du film *Rook gezag en rummikub* de Steef Meyknecht, Pays-Bas, 2010

L'année suivante, des projections furent organisées, avec pour objectif, pour la première fois en France, de prendre connaissance des courants et des tendances du cinéma anthropologique. Il y fut diffusé, entre autres, le cinéma documentaire brésilien produit par Thomaz Farkas, les films australiens d'Ian Dunlop, les cinémas documentaires canadiens (Michel Brault, Arthur Lamothe, Pierre Perrault), américains (Robert Gardner, Richard Leacock, John Marshall), japonais (Junishi Ushiyama, Yasuko Ichioka, Yasushi Toyotomi) et italien (Gianfranco Mingozzi, Mario Ruspoli, Diego Carpitella, Vittorio de Seta).



Image extraite du film *Ateliers urbains #1 flagey* de Gwenaël Breës & Axel Claes, Belgique, 2010

En 1955, Jean Rouch et le Comité organisent, toujours au musée de l'Homme, la première semaine du film ethnographique dans le cadre de la Biennale de la photo et du cinéma de Paris. Cet événement précurseur et l'obstination de Jean Rouch pour la diffusion du film ethnographique donneront naissance à différents festivals en Europe, Festival du film des peuples de Florence (1959) et Venezia Genti (1970) en Italie, dans une certaine mesure le Cinéma du Réel (1977) et de manière beaucoup plus sûre au Bilan du film ethnographique (1982) en France. Cette dernière manifestation internationale est organisée par le Comité du film ethnographique et le CNRS au musée de l'Homme. Le Bilan du film ethnographique, ainsi que le souhaitait son fondateur Jean Rouch, « brise avec fracas les tabous qui maintenaient l'ethnographie dans les placards de l'exotisme. En effet, il permet de voir, de discuter, de détester, d'adorer des films venus de tous les coins du monde, le plus souvent accompagnés de leurs auteurs prêts à se défendre ou à découvrir avec émotion que leur message – aussi difficile qu'il soit – avait été vu et entendu. »

Le Bilan devenu en 2008 Festival international Jean Rouch, en hommage à son fondateur, présente ainsi les tendances les plus originales du documentaire anthropologique dans le monde et les productions des Écoles d'anthropologie visuelle en Europe.

Depuis la fermeture, en 2009, du musée de l'Homme pour des travaux de rénovation, le Comité du film poursuit ses activités au sein du Muséum national d'Histoire naturelle, avant de reprendre le chemin de la salle Jean Rouch, sur la colline de Chaillot, pour de nouvelles aventures cinématographiques.

Comité du film ethnographique

contact&info

- Comité du film ethnographique
www.comite-film-ethno.net
- Festival international Jean Rouch
www.comite-film-ethno.net/festival-international-jean-rouch

La Fondation européenne pour la science



Créée en 1974, la Fondation européenne pour la science (European Science Foundation / ESF) est une institution non-gouvernementale réunissant 78 organisations membres issues de 30 pays européens.

Lancés en mai 2011, **NetWordS** (Réseau européen sur la structure du mot) et **NeDiMAH** (Réseau européen sur les méthodes numériques dans les arts et les humanités) sont – dans le domaine des humanités – deux des plus récents **RNPs** (programmes collaboratifs de recherche) de la **Fondation européenne pour la science**. Ces deux programmes sont soutenus par le CNRS et ouverts à la participation de ses chercheurs.

Concrètement, voici ce que cela signifie :

Qu'est-ce que les RNPs ?

Les RNPs sont une opportunité unique pour les chercheurs européens d'établir, à un niveau international, des réseaux collaboratifs de recherche et des infrastructures autour d'une question scientifique majeure ou d'un sujet axé sur la recherche. Ouverts à participation, ces programmes encouragent l'échange d'idées scientifiques, de personnel et de savoir-faire entre chercheurs financés à un niveau national, afin d'améliorer la synergie au-delà de ces limites nationales.

► Pour en savoir plus :

www.esf.org/activities/research-networking-programmes.html

NetWordS en quelques lignes

NetWordS est un réseau interdisciplinaire qui regroupe 15 pays en Europe et aborde des domaines tels que les sciences du cerveau, l'informatique, la cognition ou la linguistique avec comme objectif de comprendre la structure du mot dans les langues européennes. Il est notoire que presque tous les niveaux de compréhension et de traitement de la langue (de la phonologie à la syntaxe en passant par la sémantique) sont affectés, à des degrés variés, par la connaissance que nous avons de la structure du mot. Une plus grande maîtrise des stratégies impliquées dans l'apprentissage et le traitement de cette structure est par conséquent primordiale si l'on souhaite répondre aux questions essentielles posées par l'étude de la physiologie de la grammaire et de la cognition. NetWordS répond à ces interrogations en ayant pour objectif de faire progresser les connaissances actuelles sur les preuves théoriques, typologiques, psycholinguistiques, informatiques et neurophysiologiques sur la structure et le traitement des mots, en vue de promouvoir de nouvelles méthodes de recherche et d'évaluation en matière d'architecture grammaticale et de physiologie du langage.

Les activités à venir du réseau NetWordS

Le premier atelier NetWordS sur la « Compréhension de l'architecture du lexique mental : intégration des approches existantes » se tiendra à Pise, Italie, du 24 au 26 novembre 2011.

Ce programme comporte également un appel à propositions pour des bourses de voyage, pour des visites de courte durée ou des visites d'échange ; la préférence est donnée aux candidats affiliés aux organismes membres du programme et les chercheurs du CNRS sont particulièrement encouragés à soumettre leur candidature.

► Plus d'informations sur toutes les activités à venir :

www.esf.org/networks

Le réseau NeDiMAH

Le programme NeDiMAH – qui travaille en étroite collaboration avec les projets **DARIAH** et **CLARIN** (projets sur les infrastructures de recherche numérique, tous deux financés par la Commission européenne) – réunit les chercheurs de 13 organismes membres. Son objectif est d'étudier, dans le domaine des arts et des humanités, à une échelle européenne, la pratique des méthodes appliquées aux technologies de pointe dans les domaines de l'information et de la communication (TIC), ainsi que les preuves apportées par celles-ci, et d'articuler ces résultats via une série de documents et de publications. NeDiMAH est un lieu unique de « réseautage » et d'échanges interdisciplinaires d'expertises au sein de la communauté transeuropéenne des arts numériques et des sciences humaines, mais aussi pour tous ceux engagés dans la création et le traitement de collections numériques relatives à notre patrimoine intellectuel et culturel. Le programme NeDiMAH est organisé autour de six groupes de travail thématiques, lesquels vont étudier l'utilisation de méthodes formelles de calcul pour la capture, la recherche, l'analyse, l'étude, la modélisation, la présentation, la diffusion, la publication et l'évaluation de matériaux de recherche dans les arts et les humanités. NeDiMAH va contribuer à la classification et à l'expression des méthodes TIC utilisées dans les domaines des arts et des sciences humaines par trois documents majeurs : une carte visualisant les instruments méthodologiques communs ; une ontologie améliorée des méthodes TIC ; ainsi qu'un forum collaboratif pour la communauté des praticiens actifs dans ce domaine à un niveau européen.

Les activités à venir du réseau NeDiMAH

Une série de six ateliers est provisoirement planifiée pour fin 2011 / début 2012. Ces ateliers seront articulés de manière thématique suivant les six groupes de travail susmentionnés, à savoir : modélisation spatiale et temporelle, visualisation de l'information, données liées et méthodes ontologiques, développement des données numériques, utilisation de collections de textes à grande échelle pour la recherche et l'édition savante numérique. Dès que disponibles, les informations sur toutes les activités NeDiMAH seront accessibles en ligne via www.esf.org/nedimah.

contact&info

► Eva Hoogland
Humanities Committee
Senior Science Officer
ehoogland@esf.org
► Pour en savoir plus
www.esf.org

Des outils pour cartographier le monde

Dès la plus haute Antiquité, l'homme a représenté son environnement géographique. Des premières cartes terrestres ou maritimes aux planisphères interactifs, des portulans aux systèmes d'information géographique, les méthodes et les techniques employées ont permis à la cartographie de gagner en précision et en fiabilité. Pour autant, la cartographie n'a pas pour objectif la reproduction exacte et fidèle de la réalité. Construction intellectuelle, elle donne à voir une certaine représentation de la réalité. Ainsi avec l'atlas **AIRE** qui, par la visualisation de différentes représentations d'un même phénomène, en révèle toute la complexité. Le mode de représentation graphique et synthétique des outils cartographiques leur permet d'être appliqués à des données géographiques mais également économiques, démographiques, archéologiques, dans des domaines aussi divers que l'aménagement du territoire, les analyses socio-économiques, le transport urbain ou encore le tourisme. La mise en ligne et le partage de ces outils s'avèrent donc décisifs. **CartoMundi**, basé sur la mutualisation des données, en est un exemple.

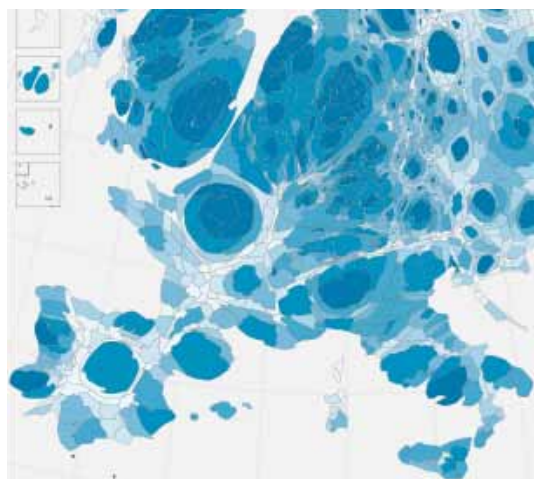
Atlas AIRE Multiplier les points de vue

Depuis la rentrée 2011, l'Atlas AIRE (Atlas Interactif des Régions Européennes) est en ligne, en version bilingue (français-anglais). Le projet, porté par Christine Zanin, géographe (Géographie-cités), Nicolas Lambert, cartographe (RIATE) et développé par Jean-François Gigand (Geonef), a été récompensé en 2009 par le Prix Diderot Innovation de l'université Paris Diderot.

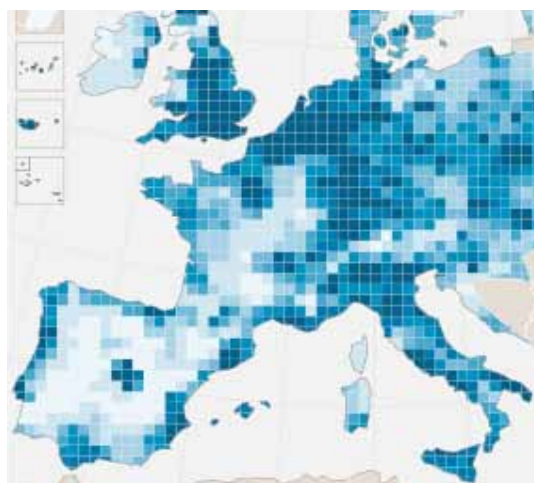
Les systèmes d'information géographique (SIG) en ligne et les sites de cartographie interactive se sont multipliés ces dernières années ; ils peuvent être des outils de référence pour l'enseignement de la géographie dans le secondaire ou le supérieur mais également des outils d'aide à la décision pour les collectivités territoriales ou les décideurs politiques. Ces outils se divisent en deux types bien distincts : les outils plutôt exploratoires, où l'utilisateur prospecte à travers une série d'indicateurs qu'il peut visualiser sur une carte et/ou un graphique, et des outils de visualisation. AIRE se positionne d'emblée comme un outil de visualisation et d'aide à la décision : donner à voir un même phénomène sous plusieurs angles permettant la confrontation des images. AIRE repose en effet sur un postulat clair : il n'existe pas de représentation unique d'un phénomène spatial. Une carte, transcription schématisée et simplifiée de la réalité, repose toujours sur des choix : statistiques, de symboles, de couleurs, de sélection, de projection ou de généralisation. La carte thématique (et le message qu'elle véhicule) n'est donc jamais une image neutre et objective, mais toujours un point de vue.

Tout l'objet de AIRE est là : cet outil de visualisation cartographique donne à voir un même phénomène socio-spatial sous plusieurs angles. Au travers d'une interface conviviale, l'application génère dynamiquement, pour chaque thème, une collection de 33 cartes (ou une seule « MultiCarte ») en faisant varier le type de représentation ou le maillage. Ainsi, en un clic, l'utilisateur peut par exemple visualiser : une **carte en cercles proportionnels** par pays, une **carte choroplèthe** (représentation de quantités (*plethos*) relatives à des espaces ou aires géographiques (*khore*) au moyen d'une échelle de tons gradués) au niveau NUTS3 (carte en aplats de couleurs à un niveau géographique équivalent aux départements français), une **anamorphose** sur les régions européennes (cartogramme ou déformation de la géographie des régions en fonction du poids du phénomène représenté), une **carte lissée** (carte qui permet de s'affranchir du maillage administratif) ou bien encore une **carte carroyée** (carte permettant la division du territoire en carrés identiques où le phénomène est redistribué selon une hypothèse d'équipartition spatiale).

La réalité des phénomènes spatiaux est complexe, c'est donc la juxtaposition et la confrontation de ces 33 cartes simples par l'utilisateur, qui va rendre compte de cette complexité.



Deux points de vue
du même phénomène :
Densité de population
2007
Anamorphose



Densité de population
2007
Carroyage

L'Atlas contient à ce jour 585 cartes illustrant différents thèmes (démographie, économie, social, environnement). Des outils d'interactivité permettant de zoomer, de consulter les données et de les télécharger, ou d'enregistrer les cartes en format vectoriel (SVG), font de cet Atlas en ligne un outil précieux pour les étudiants, les enseignants, les décideurs politiques ou les citoyens souhaitant avoir une connaissance fine de la géographie des territoires européens.

contact&info

- Christine Zanin, Géographie-cités (UMR8504)
christine.zanin@univ-paris-diderot.fr
- Nicolas Lambert, RIATE (UMS2414)
nicolas.lambert@ums-riate.fr
- Pour en savoir plus
aire.ums-riate.fr

CartoMundi

Valoriser le patrimoine cartographique en ligne

Associant mutualisation des données cartographiques et simplicité d'usage, *CartoMundi* met le monde à portée de clic. Grâce à cet outil novateur, créé en 2008 – qui répond, à la fois, aux critères d'exigence des professionnels en charge de la conservation des documents et aux besoins des usagers, en termes de localisation géographique – le patrimoine cartographique bénéficie d'un référencement commun en ligne, à l'instar des livres et des revues. Actuellement, ce sont 6 000 cartes référencées et autant de notices bibliographiques en ligne sur le site web de *CartoMundi*.

Partage et mutualisation des savoirs

Dès son origine, *CartoMundi* a été conçu sur le principe du partage de données – selon une structure de catalogue collectif – et de mutualisation des compétences. Contrairement aux livres et aux revues, les documents cartographiques ne bénéficiaient pas (ou fort peu), avant la mise en place de *CartoMundi*, de catalogue collectif. Qu'est-ce à dire ? Chaque établissement détenteur de cartes (bibliothèques, musées, universités, sociétés savantes, ...) se voyait alors contraint de décrire ses fonds de façon isolée, sans connexion avec le catalogue d'autres établissements – et ce, malgré le recouvrement de certains fonds. De même, pour localiser une carte, l'utilisateur devait interroger séparément le catalogue de chaque établissement.

Tel n'est plus le cas désormais avec *CartoMundi* et le développement d'un catalogue collectif dédié au patrimoine cartographique. Les avantages pour les deux parties sont indéniables.

Pour les établissements, dans la mesure où le travail de description est partagé et réparti entre chaque membre : tout document intégré au catalogue fait l'objet d'une seule description dans l'ensemble du système (ou « état de la production »). Ces données sont ensuite mises à la disposition des établissements qui enregistrent leurs « états de collection » dans le catalogue collectif. Autrement dit, tout document relevant d'une série déjà référencée au sein du catalogue collectif « hérite » automatiquement des propriétés génériques de la série, seules les spécificités du document devront être renseignées. Cette mutualisation, à l'origine d'importantes économies pour les contributeurs, améliore sensiblement la visibilité des collections à travers un portail international unique.

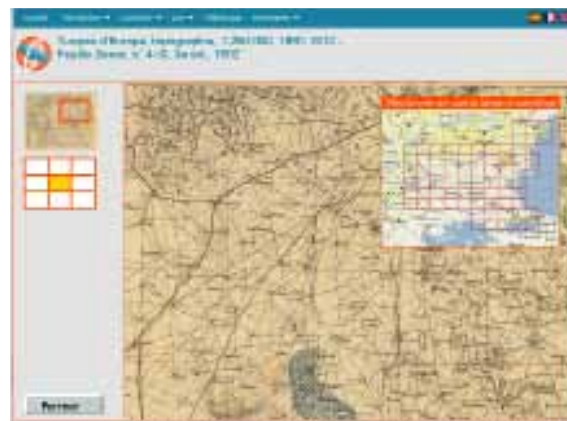
Pour sa part, l'utilisateur, peut aisément accéder en ligne, au moyen d'une seule interface, graphique et trilingue, à l'ensemble du catalogue partagé par les établissements.

Le monde à portée de clic

La simplicité qu'offre *CartoMundi* à l'utilisateur lors de sa recherche d'une aire géographique constitue l'autre atout manifeste de l'outil. L'interface de recherche utilisée – un planisphère – se substitue à l'interrogation de multiples catalogues. Outre les descriptions classiques du catalogue suivant les normes en vigueur, les documents cartographiques bénéficient en effet au sein de *CartoMundi* d'un géoréférencement, c'est-à-dire de l'enregistrement, selon un système homogène, du périmètre de la zone géographique représentée. Son fonctionnement repose sur l'emploi – pour la recherche de lieux – non pas de toponymes mais d'un planisphère sur lequel l'internaute peut se déplacer pour identifier et sélectionner la région à propos de laquelle il recherche des cartes. Ce système, qui s'affranchit des toponymes et de leur multiples graphies – Istanbul est aussi Constantinople, Byzance, Tsarigrad, etc. –, a permis de développer un portail ouvert aux opérateurs du monde entier.

La facilité d'utilisation ne doit pas pour autant mésestimer les développements complexes requis par la mise en place de *CartoMundi*. Le système sur lequel se fonde cet outil est à même, en effet, de prendre en charge des documents de n'importe quelle partie du monde, à n'importe quelle échelle – depuis les planisphères les plus généraux jusqu'aux plans cadastraux les plus détaillés. Pour parvenir à ce résultat, des fonctionnalités propres à la gestion des

Capture d'écran
« Visualiser un document »



échelles de représentation ont dû être développées. Cette possibilité de visualiser le périmètre de chaque carte constitue non seulement un confort pour l'utilisateur mais permettra, à plus long terme et de façon plus profonde, de renouveler les usages de la cartographie et de développer de nouvelles problématiques de recherche dans des disciplines aussi diverses que les sciences de la terre, l'archéologie, la géographie, l'économie, l'histoire des sciences / économique et sociale, etc.

Un réseau international de partenaires au service de la promotion de la cartographie

En favorisant l'échange et le partage des savoirs à l'échelle internationale, en matière de documentation cartographique, *CartoMundi* a réussi à instaurer une fluidité nouvelle entre les utilisateurs de cartes et les établissements qui les conservent. Cet outil, et toutes ses fonctionnalités, n'auraient pu voir le jour sans le support d'un consortium coordonné par l'Université de Provence, la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme (MMSH) et le laboratoire Temps, Espace, Langage, Europe méridionale, Méditerranée (Telemme, UMR6570), en collaboration avec la Bibliothèque nationale de France, l'Institut géographique national et le Comité français de cartographie.

Il est soutenu par le CNRS ainsi que plusieurs collectivités territoriales de la région PACA. Ce consortium est ouvert aux établissements français et étrangers qui souhaitent contribuer au développement de nouvelles fonctionnalités et à la pérennisation du dispositif (bibliothèques nationales, universités, musées, sociétés savantes, collectivités territoriales, producteurs et revendeurs de cartes...).

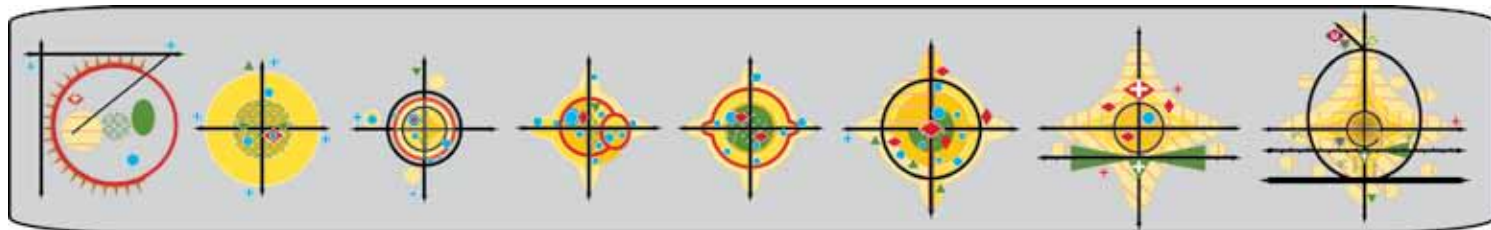
Tous les établissements conservant des cartes et des plans, indépendamment de leur statut ou de leur taille, sont donc invités à collaborer à *CartoMundi*. En bénéficiant de ses services, ils favoriseront en retour la promotion des usages de la cartographie. Selon un principe de synergie bien connu, plus le nombre de collections (géo)référencées dans *CartoMundi* sera élevé, et plus les gains fonctionnels ainsi que la visibilité occasionnée seront importants.

contact&info

► Jean-Luc Arnaud
Telemme (UMR6570)
jlarnaud@mmsch.univ-aix.fr
► Pour en savoir plus
www.cartomundi.fr

OUTILS DE LA RECHERCHE

Modélisation des dynamiques spatiales – MoDys



Une frise modèle du temps long urbain © Mappemonde 2010

Le GDR Modélisation des dynamiques spatiales (**MoDys**), créé en 2010 par l'InSHS, s'appuie sur la double filiation du réseau inter-MSH Information Spatiale et Archéologie (**réseau ISA**) et du réseau thématique pluridisciplinaire Modélisation des dynamiques spatiales (**RTP MoDys**) dirigé par Elisabeth Zadora-Rio de 2005 à 2008.

Depuis 2001, le réseau inter-MSH ISA, initié par des archéologues travaillant sur le rapport des sociétés à l'espace, a largement contribué à l'animation et à la structuration de la communauté scientifique. Reconnu comme une des principales actions du réseau des MSH, il a permis de faire progresser l'instrumentation de la recherche dans le domaine de l'application de l'analyse spatiale, en archéologie notamment par l'utilisation des outils de la géomatique (SIG, télédétection). Les échanges engagés avec les géographes dans le réseau ISA ont donné lieu en 2005 à la création du RTP MoDys pour trois ans par la direction scientifique du département SHS du CNRS. Les deux missions principales qui lui ont été assignées sont, d'une part d'être un outil d'assistance à la politique scientifique ; et de promouvoir d'autre part les collaborations interdisciplinaires en SHS et de favoriser le développement de la modélisation spatiale appliquée à la recherche sur les sociétés du passé et du présent. De 2005 à 2008, regroupant des archéologues, géographes et architectes, le RTP a fonctionné comme un observatoire de la recherche en analyse et modélisation spatiale en SHS en privilégiant les approches conceptuelles et méthodologiques. Ce travail en réseau conduit autour de l'instrumentation de la recherche et des processus spatio-temporels a démontré l'intérêt d'une approche transversale et pluridisciplinaire des dynamiques spatiales autour de la définition de nouveaux objets de recherche sur les relations société/espace, société/milieu dans une perspective temporelle plus ou moins longue.

La prise en compte de la longue durée et la mise en œuvre de sources intrinsèquement hétérogènes distinguent l'approche envisagée dans ce programme de celle des groupes constitués comme le **GDRE S4** (Spatial Simulation for the Social Sciences), dont l'objet situé plus en aval, porte sur les méthodes de simulation des structures socio-spatiales certes à des fins heuristiques mais plus généralement prospectives, et le **GDR MAGIS** qui structure la communauté géomatique française regroupant des informaticiens et des spécialistes de l'espace autour de la modélisation de l'information géographique, intégrant des questions d'acquisition, de mutualisation, de multi-représentation, associées aux contextes de mobilité et de temps réel.

L'objectif du GDR MoDys est de définir les nouveaux paradigmes qui émergent à l'interface temps / espace. Pour la géographie, il s'agit de projeter les concepts de l'analyse spatiale dans la longue durée en connaissance incertaine, c'est-à-dire avec des données hétérogènes et incomplètes issues de sources multiples. Pour les sciences historiques, les enjeux portent sur l'appropriation de l'espace par une approche modélisatrice et la formalisation des concepts temporels nécessaires à l'analyse.

Positionnement scientifique

La place de la modélisation spatiale dans les différentes disciplines des SHS est évidemment fonction du lien plus ou moins fort qu'elles entretiennent avec l'espace. Les géographes, qui sont les concepteurs de l'essentiel des outils, et qui animent les débats méthodologiques à travers des congrès et des revues spécialisés, y jouent naturellement un rôle de premier plan. Ils ont ouvert la voie aux archéologues, dont les données sont, par nature, localisées, et qui ambitionnent depuis longtemps d'être les géographes du passé. L'intérêt pour la spatialité s'est diffusé dans d'autres disciplines avec lesquelles l'archéologie entretient des relations privilégiées, notamment l'histoire et les sciences du paléoenvironnement.

L'appropriation par les archéologues et les historiens des méthodes de l'analyse spatiale développées dans le domaine de la géographie constitue un changement de perspective dans les modalités de construction des connaissances. La modélisation est utilisée comme outil scientifique de représentation d'une réalité observée, l'abstraction et la simplification qu'elle nécessite contribuant à en comprendre les propriétés. Elle permet de tester les hypothèses par la simulation de scénarios construits sur la base de ces hypothèses. Cette procédure de recherche heuristique s'inscrit dans un aller-retour constant entre inductif et déductif. Quelle que soit l'échelle considérée, que l'on s'intéresse à un élément d'architecture, au bâtiment, à un quartier, une ville ou un paysage, la démarche modélisatrice implique de formaliser son objet d'étude de manière univoque selon une identification et une description rigoureuse. Les modèles construits sur cette base mettent en évidence les structures élémentaires nécessaires à la compréhension des phénomènes ou des objets complexes étudiés.

La multiplicité des sources, l'inscription des phénomènes dans la longue durée révélant des temporalités multiples, les échelons géographiques d'analyse soulèvent de nouvelles questions pour l'application des concepts de l'analyse spatiale aux sciences historiques. Ces questions nécessitent de mobiliser une communauté interdisciplinaire autour d'un projet commun permettant d'une part de fédérer des expériences et point de vues divers, d'autre part de relayer ces développements et savoir-faire au sein d'une communauté non spécialiste de ces méthodes. C'est ce qui fonde la création d'un GDR interdisciplinaire au sein de l'InSHS.

Programme

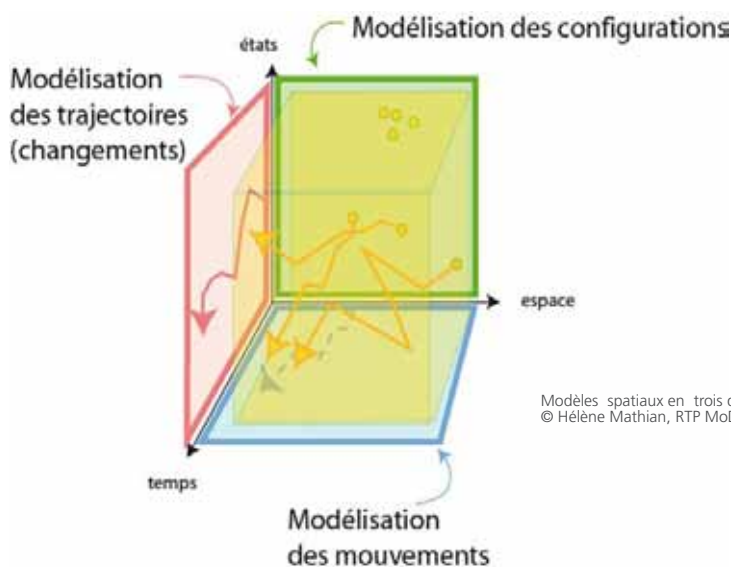
Le programme du GDR MoDys s'adresse aux diverses disciplines des SHS qui constituent autant de domaines d'application utilisant l'information spatiale à différentes échelles en mobilisant des données issues de sources très diverses, avec de nombreuses combinaisons d'échelles spatiales / échelles temporelles.

Les objets de recherche s'articulent autour de formalisations et modélisations de phénomènes localisés dans l'espace et dans le temps, croisant une approche spatiale et une approche historique.

Le programme est structuré selon deux axes :

Axe 1 – Multi-temporalités et longue durée

L'objectif est de passer du temps support, qui est le temps linéaire et figé dans lequel nous inscrivons les objets historiques comme nous les localisons dans l'espace, aux dynamiques temporelles restituant les temporalités observées empiriquement. Les champs d'application seront en priorité ceux traités au sein des programmes collectifs : dynamiques temporelles des terroirs lues aux prismes des réseaux de peuplement, des trames parcellaires, des pratiques d'aménagement ou des enregistrements fiscaux, trajectoires temporelles des villes, par exemple. Après un nécessaire travail de formalisation des concepts, les méthodes d'analyse de ces temporalités seront à développer. Ce changement de perspective est une étape nécessaire pour fonder l'étude des dynamiques sur des analyses dans lesquelles le temps et l'espace ont la même valeur. L'entrée se fera alors par l'objet d'étude et non par l'une de ses caractéristiques.



Modèles spatiaux en trois dimensions
© Hélène Mathian, RTP MoDyS 2007

Axe 2 – Incertitude et multi-représentations

La question récurrente de la prise en compte de l'incertitude des données dans les systèmes d'information trouve son origine dans la grande diversité des sources mises en œuvre pour travailler sur l'étude des sociétés dans la longue durée. Les problèmes à traiter sont de trois ordres :

- ▶ données hétérogènes (grande variété des sources archéologiques, architecturales, textuelles, planimétriques, environnementales...);
- ▶ données lacunaires ;
- ▶ variabilité de la précision (degré de certitude de l'interprétation, de la localisation, de la datation).

Dans la mise en œuvre des systèmes d'information, le processus d'évaluation et de réduction d'incertitudes de cette masse d'intrants hétérogènes est encore très peu formalisé et pose des problèmes spécifiques. La possibilité de gérer, représenter, visualiser et décrire cette incertitude serait le moyen de prendre en compte les différentes hypothèses possibles quand on cherche à comprendre des phénomènes du passé ou du présent. Des typologies générales pour visualiser l'incertitude ont été développées dans le champ de l'analyse de l'information. Leur transfert est à envisager dans le cadre de l'interface disciplinaire de MoDyS, où les champs d'application imposent leurs logiques propres.

Xavier Rodier

Directeur du GDR MoDyS

contact&info

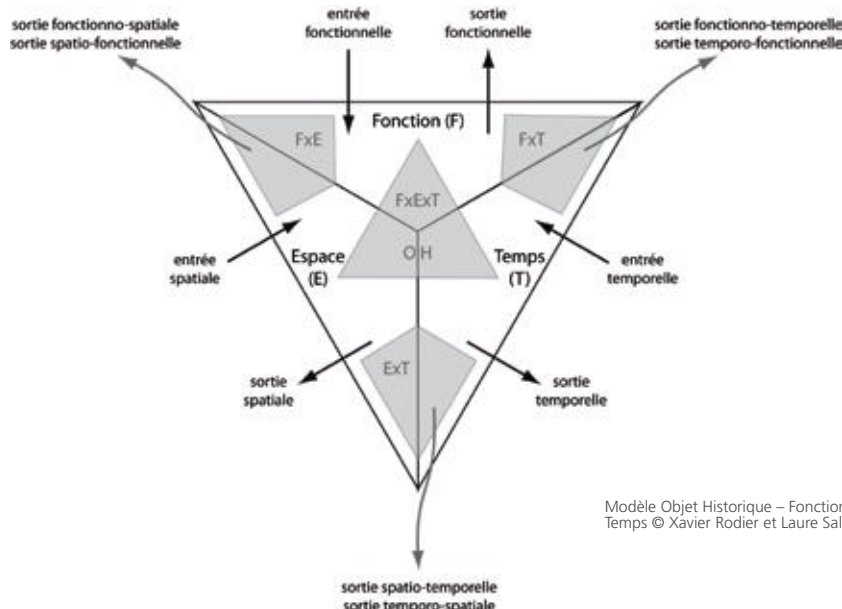
▶ Xavier Rodier
CITERES

xavier.rodier@univ-tours.fr

▶ Pour en savoir plus
modys.univ-tours.fr

▶ Liste de diffusion et espace de travail
listes.univ-tours.fr/www/info/modys

▶ Liste des membres
isa.univ-tours.fr/modys/programscient.php#membres



Modèle Objet Historique – Fonction, Espace, Temps © Xavier Rodier et Laure Saligny

par Jean-Luc Pinol, directeur



L'une des missions du TGE Adonis est d'accompagner les laboratoires dans leurs réalisations de projets numériques. Pour ce travail de diffusion et d'appropriation, le TGE Adonis soutient différentes actions de formation ou de structuration des communautés regroupées autour du terme *digital humanities*.

Ces derniers mois, il a ainsi apporté son soutien au cycle de conférences de MutEC, à l'université d'été du CLEO, à l'école thématique sur l'annotation de données langagières, aux différentes éditions européennes de ThatCamp. Un séminaire sur le document sonore est également mis en place pour cette rentrée universitaire, en collaboration avec le Laboratoire Ligérien de Linguistique et la BnF.

Plus récemment, la formation nationale organisée à Aussois autour de la « Gestion numérique des sources de la recherche en SHS » (voir l'article consacré à cette formation dans cette Tribune) témoigne d'une forte collaboration avec les différentes communautés des SHS et des réseaux métiers : plus d'une vingtaine d'intervenants (chercheurs, ingénieurs, archivistes) appartenant à des structures diverses (CNRS, Universités, Archives de France et BnF) et principaux acteurs des *digital humanities* en France sont venus encadrer cette formation. Ouverte par Marin Dacos (directeur du CLEO) elle a

été conclue par Christine Berthaud (directrice du CCSD).

Le travail de fond entrepris par le TGE Adonis se traduit aussi par l'édition et la mise à jour régulière de guides de bonnes pratiques. Répondant à la demande du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, ces guides proposent des méthodologies et spécifient des bonnes pratiques en matière de numérique. Là encore, le travail évolue sous l'impulsion des communautés scientifiques qui expriment leurs besoins spécifiques et des spécialistes qui assurent une veille experte sur les outils.

Une nouvelle version du guide des bonnes pratiques numériques a été mise en ligne, à l'occasion de la journée de présentation de nos services aux porteurs de projets potentiels de l'ANR « Corpus, données et outils de la recherche en sciences sociales et humaines ». Organisée le 16 septembre sur le Campus Michel-Ange à Paris, cette journée a permis aux nombreux participants de découvrir les différentes solutions proposées par le TGE Adonis pour l'hébergement et la diffusion, le stockage, le calcul et l'archivage à long terme des données numériques.

Pour le TGE Adonis, la rentrée a été dense mais ses activités témoignent de son enracinement dans le paysage numérique des SHS.

► Partage d'expériences

Irancarto

Des cartes et un réseau de recherche sur le monde iranien

► Du bon usage d'Adonis

Retour sur l'ANGD d'Aussois : L'écho des stagiaires

► Une question / une réponse

Quelle(s) formation(s) pour des projets de recherche sur des sources numériques « durables » ?

L'ANGD d'Aussois et ses prolongements

Partage d'expériences

Irancarto

Des cartes et un réseau de recherche sur le monde iranien



© Bernard Hourcade

Au début des années 1970, les recherches françaises en sciences sociales sur l'Iran, ont été relancées grâce à un programme de cartes ethnographiques auxquelles ont collaboré des ethnologues (Jean-Pierre Digard, Christian Bromberger), des géographes du CNRS (Marcel Bazin, Bernard Hourcade) et des collègues iraniens du Centre d'ethnologie. En revoyant aujourd'hui ces cartes en noir et blanc, on mesure les progrès réalisés en matière de cartographie, mais on constate aussi que ces documents peu diffusés traduisent des problématiques originales et fournissent des informations uniques sur les cultures populaires des villages et nomades iraniens. À l'heure où se créent en Iran des ethno-musées, et où les travaux de terrain sont pour le moins difficiles, assurer la conservation et la diffusion de ces cartes et commentaires est longtemps resté un projet irréaliste.

tanément à cette publication trilingue, un site internet dédié à cette nouvelle recherche en géographie sociale a été conçu et mis en place sur le portail de la Mairie de Téhéran. Cependant, au bout de deux ans l'accès en ligne de ce site a été interrompu alors que les collègues iraniens étaient très demandeurs de collaborations et formations en matière de cartographie et d'analyse spatiale.



Figure 2 – Atlas de Téhéran

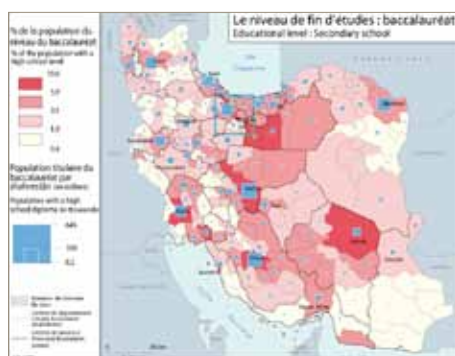


Figure 1 – Atlas d'Iran

En 2005, suite à une collaboration entre le CNRS (Monde iranien) et la Mairie de Téhéran (Centre d'Informations Géographiques de Téhéran) ainsi qu'avec le concours de l'université de Téhéran, un *Atlas de Téhéran* métropole était réalisé et publié à Téhéran (fig. 2). Simul-

Sauvegarder, valoriser, diffuser, échanger, ...

Le besoin de sauvegarder et de diffuser ces travaux cartographiques inédits, peu diffusés ou disparus des sites internet, s'est imposé comme une nécessité urgente et évidente pour la communauté des chercheurs. C'est pour répondre à cette exigence qu'est né le projet de création d'un site internet – [Iracarto](#) – dédié aux activités cartographiques passées de l'équipe de recherche du CNRS devenue aujourd'hui l'UMR7528 [Mondes iranien et indien](#).

Pour intéressante qu'elle soit, cette volonté de valoriser les résultats des recherches antérieures n'était pas suffisante pour l'équipe. Le site devait également faciliter les échanges internationaux avec le réseau de chercheurs travaillant sur les mondes iranien et indien toujours à la recherche de documents et d'informations sur un large éventail de thématiques : sociétés contemporaines, géographie historique, contacts de langues, archéologie, etc. C'est ainsi que le site Iancarto



Figure 3 – Accueil du site web

s'est doté d'un nouvel espace : « Bazarcarto », vaste marché aux cartes, où seront proposées cartes et fonds de cartes pour différentes thématiques de recherche réalisées par les chercheurs de ce réseau.

Ce matériel cartographique sera mis à disposition par et pour la communauté des chercheurs travaillant sur les monde iranien et indien, mutualisant ainsi leurs travaux de recherche. Cet espace d'échange cartographique pluridisciplinaire, ce « bazar » au sens étymologique du terme orientera également le visiteur vers des ressources cartographiques externes (Une du site web, fig. 3).

Recherche internationale et collaboration à distance

La production de nouvelles cartes d'analyses géographiques doit progresser. La demande est d'autant plus forte que durant ces dernières décennies, les diversités spatiales sont rarement prises en compte dans les travaux réalisés sur l'Iran contemporain, que ce soit en Iran ou ailleurs dans le monde. Les propositions de collaboration des collègues iraniens pour travailler à une analyse géographique des im-

ECAI (Electronic Cultural Atlas Initiative) à Berkeley, ou *Cartomundi* (MMSH d'Aix en Provence), *Collège international des sciences du territoire* (Paris), mais aucun n'est consacré au monde iranien.

Les différentes étapes du projet Irancarto

Le projet Irancarto est longtemps resté virtuel, faute de moyens. Dans un premier temps, le soutien actif des structures spécialisées du CNRS dans ce domaine (le *Centre national pour la numérisation des sources visuelles*), a permis d'affiner le projet sur les plans scientifique et technique, mais les premières tentatives d'archivage informatique ou de création d'un site web avec les seuls moyens financiers et humains de l'UMR se sont heurtées à l'ampleur de la tâche. Comment traiter dans un délai raisonnable un millier de documents de formats différents, des textes d'analyse en trois langues français, anglais, persan, et surtout mettre en place un module d'interrogation multicritère ?

Le projet du site Irancarto, qui se limitait au départ à un simple archivage sur internet est ainsi devenu un projet plus global qui vise à sauvegarder et à diffuser les recherches cartographiques réalisées par l'équipe, à organiser une « bourses aux cartes » grâce à un réseau de nouvelles

collaborations internationales, et à produire de études cartographiques en sciences sociales, mais aussi dans d'autres domaines de recherche : histoire, art, langues et littératures, archéologie.

Les efforts conjoints de l'ingénieur en charge – à temps partiel – de la publication en ligne et de la gestion du projet, de post-doctorants largement bénévoles et de quelques chercheurs ont finalement été récompensés par le soutien de la direction de l'InSHS, intriguée et intéressée par le projet lors de sa rencontre fortuite à Ivry avec l'équipe d'Irancarto et de quatre collègues iraniens enthousiastes. Au printemps 2011, l'arrivée dans l'unité Mondes iranien et indien d'un d'ingénieur cartographe a rendu possible l'accélération de la réalisation d'Irancarto. Dans les mois qui ont précédé ce recrutement, les moyens propres de l'équipe ont été mobilisés pour assu-



© Bernard Hourcade

menses ressources statistiques disponibles est d'autant plus pressante qu'ils disposent désormais des outils et des méthodes informatiques nécessaires à ces travaux. Les conditions politiques actuelles rendant très difficile le travail sur place, l'usage d'outils de communication numériques permet néanmoins certaines formes de travail à distance. La réalisation en cours d'un Atlas de l'Iran rural avec l'institut de géographie de l'université de Téhéran (programme « Gundishahpour » des ministères français et iranien de la Recherche) utilisera ainsi le site Irancarto comme support de publication.

Un tel carrefour d'échange virtuel ne remplace pas les travaux de terrain, mais il peut contribuer à créer des synergies pour faciliter le développement des recherches de toutes disciplines prenant en compte les dimensions spatiales. Il existe déjà plusieurs sites et réseaux d'information et d'échange cartographiques, en particulier

rer le succès du projet : le module d'interrogation multicritères a été développé et intégré au site web par un ancien doctorant de l'équipe à la fois informaticien et spécialiste de codicologie persane, des vacations ont permis d'avancer la réalisation de l'Atlas de l'Iran rural (fig. 4).

Pour élargir et faciliter l'accès au contenu du site et surtout permettre aux chercheurs iraniens d'y contribuer, les textes, titres et légendes sont systématiquement, ou très largement traduits en anglais et surtout en persan.

Toutes les cartes et textes d'analyse seront liés :

- des données descriptives et administratives ;
- à des mots clés en trois langues (français, anglais, persan) qui permettront des recherches complexes sur tout ou partie du site ;
- à des réorientations vers d'autres cartes et textes traitant du même sujet.

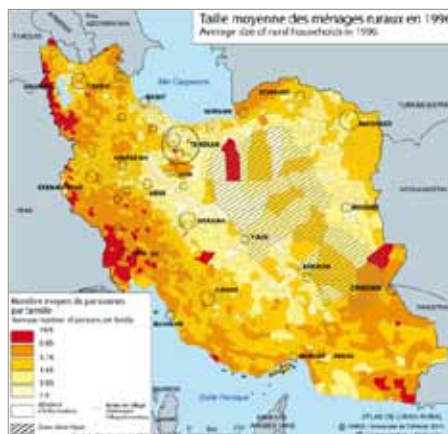


Figure 4 – Atlas de l'Iran rural

Ce travail a bénéficié des recommandations techniques du TGE Adonis qui héberge Irancarto sur sa grille de services assurant sa pérennité. Outre la garantie de qualité technique de l'hébergement du site, cette grille de services permet d'assurer la conservation des cartes, d'envisager, grâce aux

technologies proposées, la migration des données vers des systèmes interopérables et donne à Irancarto une stabilité institutionnelle et technique particulièrement appréciée quand on est confronté aux aléas d'une situation iranienne mouvante.

Irancarto est accessible sur la toile depuis le début du mois de novembre 2011. Le site propose trois volumes complets :

► l'**Atlas d'Iran** réalisé en 1998 dans le cadre du GIP Reclus, avec l'aimable autorisation de la Documentation française. Les légendes ont été traduites en anglais et les titres également en persan. Les traductions en anglais et en persan des textes d'analyse seront réalisées ultérieurement.

► l'**Atlas de Téhéran** métropole, réalisé en 2005 dans le cadre d'une collaboration entre le CNRS et le Centre d'Informations Géographiques de Téhéran. Cette étude de géographie sociale publiée en trois langues, est la première réalisée pour Téhéran et ses banlieues à l'échelle détaillée des quartiers, des cantons ruraux et des villes.

► **Cartes ethnographiques du Zagros central**. Un témoignage « historique » sur les travaux ethnographiques réalisés au début des années 1970 sur les nomades Bakhtyaris, et sur l'étude des techniques en ethnologie.

D'autres volumes sont en cours de réalisation :

- le volume **Bazarcarto**
- un volume de **cartes sur l'Alborz central**
- l'**Atlas de l'Iran rural**

À l'horizon de mars 2012, le chargement des neuf volumes constituant le sommaire du site dans la version actuelle sera en phase d'achèvement. Toutefois, la traduction des textes en anglais et en persan, chantier très chronophage, n'est pas encore assurée pour toutes les pages de certains volumes (fig. 5).

Perspectives et évolution du projet

La prochaine étape permettra d'intégrer au site des disciplines et thèmes nouveaux : la géographie historique et administrative de l'Iran pré-islamique, les ateliers monétaires de l'empire sassanide, les sites de présence chrétienne aux premiers siècles, ainsi que des cartes et des plans archéologiques. Ce sera également un moyen pour structurer de futurs projets de recherche impliquant des

Irancarto, une réalisation collective

Irancarto est publié à Paris par l'UMR7528 Mondes iranien et indien (CNRS, Université Sorbonne-Nouvelle, INaLCO, EPHE).

- Directrice de la publication : Pollet SAMVELIAN
- Responsable scientifique : Bernard HOURCADE
- Responsable de la coordination et de la publication en ligne : Poupak RAFII NEJAD
- Cartographie et responsable de la mise en ligne : Emmanuel GIRAUDET
- Collaboration scientifique et technique : Amandine LEBUGLE-MOJDEHI
- Réalisation du site Internet : Vlad ATANASIU

moyens cartographiques, à l'échelle de l'ensemble du monde iranien de l'Asie centrale à l'Afghanistan, et de participer à des réseaux internationaux d'analyse spatiale.

Enfin et surtout, Bazarcarto, l'espace d'information et d'échanges de cartes qui est le moteur du projet Irancarto, sera opérationnel après le chargement et le conditionnement d'un nombre suffisant de cartes et la mise en place de la réglementation de leurs échanges. Bazarcarto comprendra notamment :

- des cartes de base (format Adobe Illustrator) ou de fonds de carte pour des études de cartographie statistique (format adapté pour Philcarto ou Shapefile) libres de droits, à utiliser et à compléter par les utilisateurs qui en feront la demande et s'engageront à apporter à Irancarto le résultat de leur travail.
- des informations sur les ressources cartographiques en ligne sur l'Iran mais également sur les publications cartographiques récentes, notamment en Iran.
- les travaux cartographiques en cours ou ponctuels réalisés par les chercheurs et doctorants de mondes iranien et indien : analyses cartographiques des données du recensement de 2006 qui constitueront à terme un nouveau volume du site et études de géographie électorale.

Irancarto vise à publier des cartes statiques réalisées, commentées et signées par des chercheurs et à échanger des cartes et des informations entre chercheurs. Bien que le type de données traitées soit tout à fait compatible avec un système de cartographie interactive, les auteurs ont délibérément fait le choix de ne pas proposer cette option au public : en effet, la discrétisation d'une série statistique, réalisée de façon empirique, risque de ne pas traduire la réalité des données et de tronquer, voire de déformer le message initial que l'auteur de la carte souhaite transmettre. Cependant, une réflexion est d'ores et déjà engagée pour déterminer les conditions dans lesquelles un site dynamique à « interactivité dirigée » pourrait être proposé.

Les utilisateurs sont invités à donner leur avis et à contribuer à Irancarto, pour constituer un réseau actif.

Bernard Hourcade

Directeur de recherche émérite CNRS
UMR7528 Mondes iranien et indien

Volume	2011		2012			Nombre pages final ⁽¹⁾
	Nov	Déc	Janv	Fev	Mar	
Bazarcarto						100 / 40
Atlas d'Iran						286 / 256
Atlas de Téhéran Métropole						192 / 145
Atlas de l'Iran rural						200 / 150
Ethnologie Alborz Central						50 / 27
Ethnologie Arak & Hamedan						90 / 14
Ethnologie Gilan & Azerbaïdjan						200 / 40
Ethnologie Zagros Central						70 / 22
Histoire						N.C.

■ collecte des données, mise en forme
■ chargement des pages en cours
■ chargement des pages complet

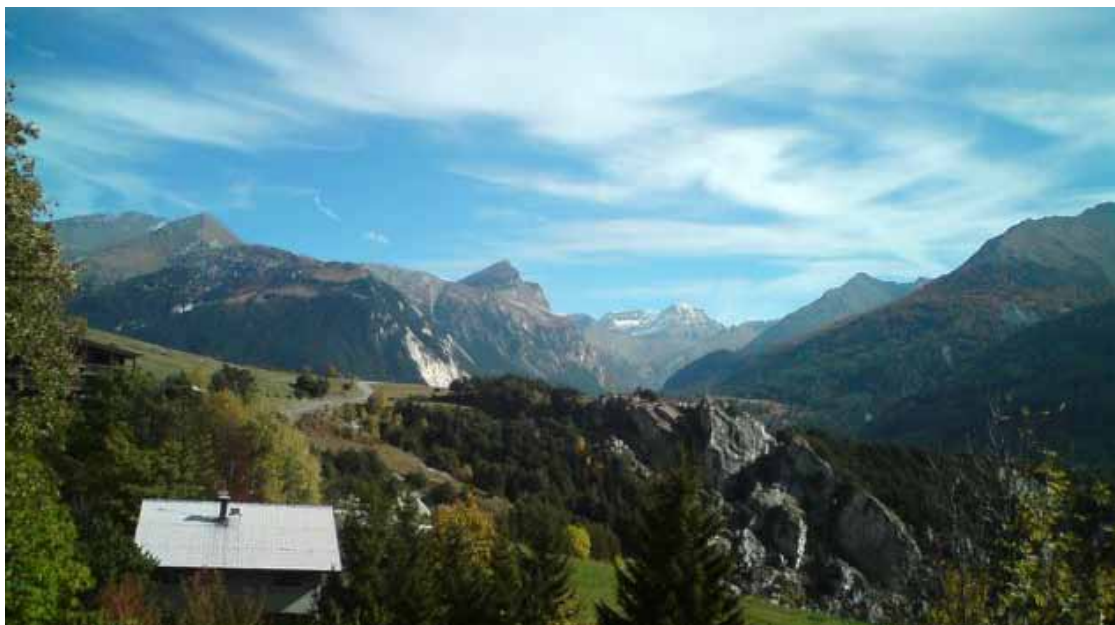
⁽¹⁾ nbr total de pages / dont cartes

contact&info

- Bernard Hourcade
hourcade@ivry.cnrs.fr
- Pour en savoir plus
www.irancarto.cnrs.fr

Du bon usage d'Adonis

Retour sur l'ANGD d'Aussois : L'écho des stagiaires



Pour la deuxième année consécutive, le Très Grand Equipement Adonis a organisé, avec la participation de la formation permanente du CNRS, une formation nationale dédiée à la « gestion numérique des sources de la recherche en SHS ». Une semaine consacrée à poser les bases de la gestion d'un projet numérique, à l'heure où les projets d'édition électronique se multiplient et où les bibliothèques et les centres de documentation souhaitent valoriser leur patrimoine scientifique.

Durant une semaine, dans le cadre privilégié du parc de la Vanoise, une soixantaine de stagiaires (chercheurs, post-doctorants, personnels d'accompagnement de la recherche, documentalistes, bibliothécaires, etc.) encadrés par des spécialistes du domaine ont exploré les différentes étapes de la gestion d'un projet numérique. À partir d'un scénario construit autour d'un fonds documentaire, ateliers pratiques, conférences plénières, focus et nombreux moments d'échanges ont permis le partage d'expériences, de savoir-faire, de solutions techniques et méthodologiques... mais aussi provoqué des réflexions autour de difficultés communes. L'objectif était de permettre aux stagiaires d'élaborer une méthode capable d'ajuster les différents acquis aux objectifs scientifiques, éditoriaux et patrimoniaux des projets qu'ils conduisent.

Regards croisés sur cette semaine de formation, avec des extraits de témoignages de stagiaires.

La formation était structurée autour de six verbes : « Décider / Numériser / Exploiter / Organiser / Structurer / Diffuser », identifiés comme des moments clés de tout projet d'édition numérique de sources. Ainsi exposé, comment avez-vous perçu le déroulement d'un projet d'édition numérique ?

► **Hugues Labarthe** : Ainsi présenté, le déroulement d'un projet d'édition numérique est une vraie panacée. Chacun sait qu'il n'en est rien : les ateliers de l'ANGD 2011 l'illustrent. Au départ, pour

décider, rendez vous sur la case « Tour de Babel » : quand chacun parle de ses compétences, mêlant les acronymes aux spécifications, personne ne se comprend. Une fois que l'enjeu semble clairement entendu de tous, enjambez six cases, vous êtes à la croisée des chemins : quand savoir-faire, objectifs scientifiques et normes éditoriales participent ensemble du cahier des charges, quelques renoncements sont gages de réussite.

► **Christophe Tuffery** : Tout projet d'édition numérique nécessite une réflexion préalable et le choix d'une méthode adaptée, au risque de faire des choix techniques et méthodologiques trop rapides pouvant entraîner des erreurs coûteuses en termes de temps et d'argent. De quoi dispose-t-on ? Quel est ou quels sont les objectifs du projet d'édition numérique ? À qui s'adresse ce projet ? Quels sont les délais et les budgets dont on dispose ? Qui est le chef de projet et est-il en mesure d'assurer une gestion de projet efficace ? Telles sont les questions premières, incontournables, avant de s'engager dans le projet lui-même.

► **Bénédicte Vauthier** : À la différence d'un projet de recherche (y compris d'édition), tout projet d'édition numérique présuppose nécessairement la collaboration de professionnels de différents métiers. Il est donc indispensable d'identifier les besoins et de planifier d'entrée de jeu les étapes à parcourir en vue de sa réalisation (et de son maintien ou survie numérique). Telle semble être la condition du succès du projet. La déconstruction du projet en différentes étapes clairement identifiées me semble un apport crucial de la formation reçue et des ateliers.

► **Antonio Mendes Da Silva** : Il s'agit toujours de projets complexes qui mobilisent des compétences métiers nombreuses et très différentes. Ce sont des aspects dont nous avons tous plus ou moins conscience, mais le fait de les formaliser clairement est une aide précieuse pour planifier l'organisation d'un projet et en élaborer la méthodologie. Je retiens en particulier des différentes communications qu'il faut apprendre à cadrer les limites du projet en fonction des moyens disponibles ; et définir les objectifs en prenant en compte des délais et des coûts spécifiés.

Conduire un projet d'édition de corpus pour la recherche nécessite souvent d'allier technicité et pragmatisme. Que reprenez-vous de cette formation à ce sujet ?

► **CT** : Comme tout projet, que ce soit en recherche ou en ingénierie, un projet d'édition d'un corpus pour la recherche est un équilibre permanent à rechercher entre le projet tel qu'on l'imagine à l'origine et les résultats qu'on en attend, et la réalité qui s'impose avec ses contraintes mais aussi ses opportunités. Il faut donc savoir faire preuve à la fois de rigueur et de pragmatisme, de vigilance et d'adaptation, maintenir un cap tout en étant capable de contourner certains obstacles ou de faire des choix dès lors qu'on peut les expliciter et les justifier et en ne perdant pas de vue l'objectif final ainsi que le respect des calendriers et des budgets disponibles.

► **AM** : Le déroulement de cette semaine de formation, très pédagogique, a bien éclairé les points critiques d'un projet d'édition numérique. Je citerais volontiers un intervenant qui, en conférence plénière, attirait l'attention sur les « projets non gérés qui semblent ne jamais finir et qui consomment toutes les ressources disponibles du laboratoire... ». La clé est donc de prendre conscience qu'on ne peut pas tout faire et qu'il faut savoir déléguer.

► **Gaëlle Hallair** : Pour ma part, je retiens qu'il faut discuter constamment avec les différents corps de métiers, et notamment trouver un langage commun entre chercheurs et ingénieurs. Le pragmatisme impose de trancher, pour des questions de temps et de financement. Or, pour pouvoir trancher, il faut une connaissance fine des marges de manoeuvre possibles. Tous les participants à un projet doivent donc être tenus au courant et les solutions doivent être prises en tenant compte aussi bien des réajustements des objectifs scientifiques que des contraintes techniques.

► **HL** : Coordonner un projet requiert, de mon point de vue, une grande technicité : comment autrement impulser la structuration des données, maîtriser leur exploitation, penser la diffusion des métadonnées ? Néanmoins, coordonner, c'est faire preuve de pragmatisme : c'est en maintenant une certaine distance avec les réalisations concrètes que l'on veille le mieux à la qualité et à l'avancement de l'ensemble.

La réussite d'un projet numérique est l'œuvre d'un travail d'équipe reposant sur un dialogue entre partenaires impliqués et sur une collaboration avec de plus larges réseaux. Comment percevez-vous cette nécessité de collaborer avec différents métiers ?

► **AM** : Comme une chance ! Du point de vue de la recherche, je pense qu'il est devenu très difficile de monter un projet d'envergure sans partenariats élargis, souvent pluridisciplinaires. Du point de vue de la gestion de projet, les compétences nécessaires sont de plus en plus nombreuses et complexes. En même temps, je perçois ce travail en équipe comme un partage de connaissances plutôt que comme un morcellement de compétences. L'échange, dans le contexte actuel des humanités numériques, est le plus souvent source d'une créativité renouvelée.

► **CT** : C'est l'une des clés de la bonne gouvernance de projet que

de pouvoir combiner différentes postures, en sachant faire travailler ensemble des chercheurs, voire des partenaires et des prestataires intervenant sur un même projet mais avec des compétences, des points de vue, des temporalités d'intervention qui ne sont pas toujours compatibles ni convergents en début de projet.

La recherche de consensus et la capacité de négociation sont donc des aptitudes dont le chef de projet doit savoir faire preuve tout au long du projet. Cette collaboration est un principe de base pour des travaux vraiment transdisciplinaires, qui doivent ainsi remplacer les travaux pluridisciplinaires qui, souvent, consistent en une simple juxtaposition de disciplines sans véritables passerelles durables entre elles. Enfin la collaboration ne doit pas se limiter à la seule durée d'un projet. Elle doit pouvoir se poursuivre à travers des réseaux de collaborations durables thématiques et technologiques, où les barrières disciplinaires peuvent être aisément dépassées.

► **HL** : Il y a certes un coût à élargir les compétences au sein d'une équipe mais ce coût reste cependant négligeable quand on songe au profond bouleversement épistémologique qui en résulte. Entreprendre ensemble – chercheurs, documentalistes, techniciens et autres usagers – un projet numérique exige de mettre à plat une conception commune d'un phénomène, de l'abstraire et de le retranscrire en terme d'objets, de propriétés et de relations. Nous découvrons alors au moyen de nouveaux outils, d'un projet à l'autre, des territoires inexplorés de la connaissance.

► **BV** : Personnellement, je perçois cette alliance entre professionnels de formations diverses à la fois comme un défi et comme un obstacle dont il est parfois difficile de mesurer la dimension réelle. Les structures universitaires actuelles nous ont peu préparés à ce travail d'équipe qui, plus qu'interdisciplinaire au sens traditionnel du terme, est un réel travail d'équipe « inter-corporatiste ». Or le système universitaire européen organisé en facultés proches et cloisonnées « philosophie et lettres », « sciences exactes », « sciences de l'information », etc. ne facilite pas nécessairement ce type d'échanges. Le numérique fait donc entrer une part de spécialisation et de technicisme très poussé dans des modèles humanistes.

► **GH** : Cette collaboration me semble en effet indéniable, et c'est une nécessité surtout très récente. Je dirais même peut-être encore trop récente pour être prise en compte par tous. La frontière devient beaucoup moins rigide entre les chercheurs et les ingénieurs. Les chercheurs sont amenés à se mettre "les mains dans le cambouis" et les ingénieurs doivent avoir un minimum de connaissance thématique pour pouvoir dialoguer à tous les stades du projet. J'ai vraiment l'impression que nous assistons en ce moment à l'émergence de nouveaux métiers : à quand un champ de recherche et un profil d'ingénieur(e) en *Digital Humanities* ?

Vous êtes personnellement, ou avec votre équipe, engagé(e) dans un projet de recherche : Comment percevez-vous le passage entre travail de recherche et gestion d'un projet ?

► **CT** : Par ma formation et mon passé professionnel d'une vingtaine d'années dans le secteur de l'ingénierie, la gestion de projet que j'ai souvent pratiquée, n'est pas une nouveauté. Il me paraît cependant indispensable qu'elle soit progressivement transposée dans le secteur de la recherche, tout en tenant compte de certaines de ses spécificités et des logiques et profils des acteurs concernés. Mais pour de nombreux chercheurs, la gestion de projet rime encore trop avec mode de gestion du secteur de l'industrie et donc du secteur privé, un à priori fort qui nécessite d'être dépassé mais servant souvent d'alibi pour ne pas s'y engager.

► **BV** : Le passage du travail de recherche qui, jusqu'à présent, a été pour moi un travail à caractère individuel et inscrit dans la durée,

sans calendrier clair, car en général, indépendant de toute source de financement, se heurte frontalement, dirais-je volontiers, aux caractéristiques d'un projet de recherche entendu comme projet d'équipe inscrit dans une durée déterminée et nécessairement tributaire d'un financement dans sa réalisation numérique (coût des spécialistes et des techniciens). Tout projet d'édition numérique de sources de la recherche en SHS oblige à une planification et à une projection dans l'avenir d'un projet déjà très élaboré sous forme de cahiers des charges, ce qui modifie considérablement le visage même de la recherche. Pour moi, il s'agit presque d'une rupture épistémologique qu'il me faut donc chercher à assimiler.

► **AM** : Il s'agit de deux temporalités différentes : il faut contraindre la "longue durée" de la recherche à l'histoire événementielle du projet, forcément plus cadré et fini. Une bonne vision globale des étapes de la gestion de projet oblige, me semble-t-il, à questionner la viabilité d'un projet de recherche, à rester réaliste et pragmatique, à abandonner parfois certains segments du projet ou à en intégrer d'autres, plus en adéquation avec le déroulement de la recherche. Finalement, à faire des allers et retours permanents entre ce qu'on voudrait faire et ce qu'il est possible ou réaliste de faire. En retour, la recherche y gagne aussi en cohérence.

► **GH** : C'est un passage difficile car les temporalités sont différentes. Les compétences développées par les chercheurs et les ingénieurs pour s'investir dans ce mode projet devraient être mieux reconnues et valorisées. Être chef de projet demande du temps ; or un chercheur continue à être évalué sur le nombre de ses publications. De même, un ingénieur est encore trop peu considéré comme capable d'être chef de projet.

Après cette formation, comment envisagez-vous de mettre en œuvre les méthodologies proposées en fonction des ressources dont vous disposez ? De votre point de vue, quelles pourraient en être les principales difficultés ?

► **BV** : Étant donné la structure universitaire dans laquelle j'ai travaillé jusqu'à aujourd'hui et dans laquelle je travaille encore, je pense que la difficulté majeure résidera d'une part dans l'identification de partenaires techniques d'une équipe potentielle, d'autre part dans le passage du conceptuel au technique, c'est-à-dire dans le passage du projet tel qu'il est pensé au projet tel qu'il se réalise concrètement.

► **CT** : Je souhaiterais pouvoir mettre en application dans mon institution et sur mes projets en cours, les méthodes et principes des métadonnées et de l'encodage XML sur les bases de données archéologiques descriptives produites par mes collègues. Mais pour cela, il faudra les convaincre, et convaincre ma direction scientifique et technique, de l'intérêt de ces tâches de travail, de leurs enjeux, de la nécessité de formations spécifiques sur ces thèmes. Sans cela, je ne pourrai rien engager seul.

Les changements dans les pratiques et les méthodes nécessitent du temps et ne peuvent devenir effectifs que s'ils sont bien explicités, justifiés et bien compris par les collègues, ce qui impose une capacité forte et durable d'échanges et de démonstration.

► **GH** : Pour ma part, les principales difficultés que je peux prévoir sont les suivantes : une réticence et un manque d'habitude à travailler en mode projet, des interrogations autour du rôle de chef de projet (doit-il être chercheur ou plutôt ingénieur(e) ?), un manque de développeurs-informaticiens, un besoin de formation en *Digital Humanities* pour tous les partenaires concernés, et peut-être surtout un problème pour concevoir l'articulation entre la recherche, qui nécessite un temps non planifiable, et les exigences d'un diagramme de Gantt.

► **HL** : Impliqué dans plusieurs projets d'édition numérique avancés, je vais m'assurer de la conformité de nos ressources avec le protocole de moissonnage OAI-PMH, tel que le pratiquent [Isidore](#) et [OAlster](#). Mais bien au-delà de ces considérations pratiques, les ambiguïtés sont loin d'être levées concernant les stades successifs de la structuration des données au sein d'un seul et même projet. La modélisation d'une édition numérique des sources de la recherche ne peut se limiter à l'adoption, tout aussi nécessaire qu'elle soit, d'un encodage générique. En amont des contraintes de diffusion, s'impose une première modélisation du problème scientifique et, de plus en plus souvent, la modélisation même de l'application qui permettra de recueillir et analyser les données. C'est la convergence de ces trois approches qui reste encore difficile à organiser.

Finalement, quel regard portez-vous sur cette formation ?

► **CT** : Cette formation respecte les particularismes disciplinaires et les pratiques, tout en aidant à prendre conscience des possibilités offertes par les *Digital Humanities*. Elle invite chacun à s'interroger sur ses pratiques actuelles et à faire évoluer certaines d'entre elles, souvent dans un esprit de collaboration. Gageons que, de retour dans leurs laboratoires, les chercheurs pourront plus facilement démontrer à certains de leurs collègues que la gestion des sources de données numériques en SHS peut être appropriée par les chercheurs eux-mêmes et non plus systématiquement déléguée à des chercheurs ou personnels techniques de discipline plus directement liées aux TIC.

► **BV** : Cette formation me permet d'envisager l'avenir de la recherche en sciences humaines avec une conscience beaucoup plus claire des enjeux de l'ère numérique. Je retiens également que le travail d'équipe implique qu'une gestion de projet numérique sera également synonyme de gestion de relations humaines. Il y a là un double défi !

► **GH** : Je porte un regard très positif sur cette semaine intense de formation : très variés, les sessions, ateliers, focus et conférences se sont révélés très stimulants et très structurants pour donner des pistes, des grilles de lecture et des clés à différentes échelles.

► **HL** : Cette formation est pertinente pour son époque et dans son offre. Pour son époque, car le plus grand nombre éprouve de réelles difficultés à cerner l'intérêt, dans la pratique quotidienne de la recherche, des programmes et des outils proposés par les nouveaux acteurs institutionnels des Humanités numériques. Il faut donc faire de la pédagogie, partager des expériences et apprendre à se situer dans la nouvelle chaîne de la connaissance numérique. Dans son offre, car cette formation parvient à transporter les stagiaires, d'assemblées plénières en ateliers, de la compréhension générale aux enjeux et aux technicités des solutions mises en place. On a un peu l'impression, ensemble, de déplacer une montagne ; aussi s'interroge-t-on : à quand la formation de niveau 2 ?

Propos recueillis par **Nadine Dardenne**,
Chargée du pôle communication et formation au TGE Adonis

Ont participé à ces échanges :

► **Christophe Tuffery**, ingénieur de recherche, INRAP / DST et CITERES (UMR6173)

► **Bénédicte Vauthier**, professeur, Universität Bern

► **Antonio Mendes Da Silva**, chargé d'études documentaire, [In-Visu](#) (USR3103)

► **Gaëlle Hallair**, ingénieur d'études, post-doctorante Institut français d'histoire en Allemagne (Francfort)

► **Hugues Labarthe**, post-doctorant [FRAMESPA](#) (UMR5136), concepteur du site [Obediences.net](#)

UNE QUESTION / UNE RÉPONSE

Quelle(s) formation(s) pour des projets de recherche sur des sources numériques « durables » ? L'ANGD d'Aussois et ses prolongements...

*Le point de vue de Denise Ogilvie,
Conservateur aux Archives nationales, formatrice à l'ANGD*

Il suffit d'observer le nombre de séminaires, journées d'études, colloques ou formations consacrés cette année à la question des (bons) usages des sources numériques pour les sciences humaines et sociales pour s'en convaincre : à l'évidence le temps est venu, pour ceux qui ont déjà l'expérience des corpus numériques, de faire le compte des difficultés rencontrées, de tenter d'harmoniser les pratiques, et de définir les conditions de solutions mutualisées.

La semaine de formation organisée en octobre par le TGE Adonis était en accord avec ce mouvement de fond. En choisissant l'angle de la « gestion de projet », cette formation, conçue et assurée par des spécialistes de plusieurs disciplines et adressée à tous les acteurs concernés par un projet de recherche, a contribué à disséminer une idée simple : qu'un projet appliqué à un corpus de sources numérisées ne peut exister sans que soit réfléchies, organisées et préparées les étapes de son exploitation, de sa diffusion et de son archivage pérenne.

À cette idée ont fait écho de nombreuses autres, comme celle-ci, par exemple : puisqu'une bonne part des outils nécessaires à chacune de ces étapes reste encore à inventer, alors un projet appliqué à des sources numériques est nécessairement trans-disciplinaire, et doit mettre à contribution, dès sa conception, cette discipline qu'est l'informatique. Ainsi, tout au long de la semaine, pour les stagiaires comme pour les formateurs, l'expérience des ateliers où s'élaboraient concrètement, à partir d'un scénario commun, les étapes du futur projet, et les échanges qu'une telle expérience exige, ont incontestablement donné à réfléchir. Gageons que les projets à venir en porteront la marque.

Restent les apprentissages. Le principe pédagogique de la formation était très clair : il s'agissait de dénombrer, en situation en quelque sorte, les compétences indispensables et les apprentissages nécessaires. L'intention n'était pas de proposer ces apprentissages, une semaine n'y aurait pas suffi. Le pari gagné, quelle réponse donner à ceux que la démonstration a convaincus et qui souhaitent trouver les formations adéquates ? Certes il est possible de "faire son marché" parmi les propositions de formations existantes, mais les articuler n'est pas toujours facile dans les délais imposés par les projets. Alors, Aussois 2 ? Un kit de formations adaptées ?

La formule reste à inventer. C'est la rançon du succès.

contact&info

► Nadine Dardenne

Chargée de la communication
et de la structuration des réseaux
nadine.dardenne@tge-adonis.fr

► Pour en savoir plus
www.tge-adonis.fr

la lettre de l'INSHS

- **Directeur de la publication** Patrice Bourdelais
- **Directeur de la rédaction** François-Joseph Ruggiu
- **Responsable éditoriale** Sandrine Clérisse sandrine.clerisse@cnrs-dir.fr
- **Conception graphique** Sandrine Clérisse & Bruno Roulet, Secteur de l'imprimé PMA
- **Graphisme Bandeau** Valérie Pierre, direction de la Communication CNRS
- **Crédits images Bandeau**
© Photothèque du CNRS / Hervé Théry, Émilie Maj, Caroline Rose, Kaksonen
- **Pour consulter la lettre en ligne**
www.cnrs.fr/inshs/Lettres-information-INSHS/lettres-informationINSHS.htm
- **Pour s'abonner / se désabonner**
com-shs@cnrs-dir.fr
- **Pour accéder aux autres actualités de l'INSHS**
www.cnrs.fr/inshs

Institut des sciences humaines et sociales CNRS

• 3 rue Michel-Ange 75794 Paris cedex 16 •